EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois..	700 »	1.400 »
France et Colonies	Un an..	1.350 »	2.700 »
	6 mois..	900 »	1.600 »
Étranger	Un an..	2.300 »	4.000 »
	6 mois..	1.350 »	2.400 »

Changement d'adresse : 25 francs,
Indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle,
avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable
de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

**AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.**

Prix du numéro :

Première ou deuxième partie..... 35 fr.
Édition complète 55 fr.

Années antérieures :
Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, } La ligne de 27 lettres :
réglementaires } 90 francs
et judiciaires }

(Arrêté résidentiel du 31 janvier 1952.)

Les tables annuelles, analytique et chrono-
logique, sont délivrées gratuitement aux
abonnés de l'année.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX.

	Pages
Protection sanitaire.	
Dahir du 9 août 1955 (20 hija 1374) modifiant et complétant le dahir du 13 juillet 1914 (19 chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses	1384
Arrêté viziriel du 27 juillet 1955 (7 hija 1374) relatif à la protection sanitaire s'exerçant contre les dangers pouvant provenir de l'utilisation des déchets de cuisine	1384
Budget général de l'État et budget annexe de l'habitat.	
Dahir du 18 août 1955 (29 hija 1374) portant ouverture de crédits additionnels et modification au budget général de l'État et au budget annexe de l'habitat pour l'exercice 1955 ..	1385
Droit syndical.	
Dahir du 12 septembre 1955 (24 moharrem 1375) étendant le droit syndical aux sujets marocains et modifiant le dahir du 24 décembre 1936 (9 chaoual 1355) sur les syndicats professionnels	1387
Eau potable.	
Arrêté du directeur des travaux publics du 28 août 1955 modifiant l'arrêté du 31 mars 1953 relatif aux tarifs de vente de l'eau potable dans les villes et centres où la distribution est assurée par la R.E.I.P.	1388
Lutte antiacridienne.	
Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 25 août 1955 concernant le blocage du gros son pour les besoins de la lutte antiacridienne	1388
Minoteries.	
Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 26 août 1955 fixant les caractéristiques auxquelles doivent répondre les farines de blé tendre et de blé dur fabriquées et mises en vente par les minoteries soumises au régime du dahir du 21 janvier 1937	1388

Chasse. — Saison 1955-1956.

Arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts du 6 septembre 1955 différant l'ouverture de la chasse pendant la saison 1955-1956

Taxes téléphoniques.

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 26 août 1955 modifiant l'arrêté directeur du 1^{er} janvier 1953 fixant les taxes téléphoniques du régime international

TEXTES PARTICULIERS.

Hydraulique.

Arrêté du directeur des travaux publics du 29 août 1955 portant ouverture d'enquête sur le projet de reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Khouriziza, issue de l'oued Tensift

Arrêté du directeur des travaux publics du 8 septembre 1955 portant ouverture d'enquête sur le projet de reconnaissance des droits d'eau sur les sources situées en aval du bassin de l'oued Mikkès

Arrêté du directeur des travaux publics du 8 septembre 1955 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe profonde, au profil des membres de l'A.S.A.P. du forage de Sidi-Yahya

P.T.T. — Service postal.

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 13 août 1955 portant transformation de la cabine téléphonique publique et du poste de correspondant postal de Foum-Zguid en agence postale de 1^{re} catégorie à compter du 16 septembre 1955

Permis miniers.

Décision du chef du service des mines du 5 septembre 1955 fixant les conditions d'attribution de permis de recherche de quatrième catégorie dans la région de Petitjean ..

Liste des permis de recherche accordés le 16 août 1955

Liste des permis d'exploitation institués au cours du mois d'août 1955	1395
Liste des permis de recherche renouvelés au cours du mois d'août 1955	1395
Liste des permis d'exploitation renouvelés au cours du mois d'août 1955	1396
Liste des demandes de permis de recherche annulées au cours du mois d'août 1955	1396
Liste des permis de recherche annulés au cours du mois d'août 1955	1396
Liste des permis d'exploitation annulés au cours du mois d'août 1955	1397
Liste des permis de recherche et des permis d'exploitation venant à échéance au cours du mois d'octobre 1955	1397

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS.

Direction des affaires chérifiennes.

Arrêté du ministre plénipotentiaire, conseiller du Gouvernement chérifien, du 31 août 1955 fixant la date des élections des représentants du personnel relevant de la direction des affaires chérifiennes dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires

1397

Direction de l'intérieur.

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 3 septembre 1955 relatif à l'élection des représentants du personnel de la direction de l'intérieur (division des affaires municipales) dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires

1398

Direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 7 septembre 1955 portant recrutement d'ouvriers d'Etat des installations électromécaniques de 3^e catégorie au moyen d'essais professionnels

1399

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions

1399

Admission à la retraite

1406

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités

1406

Avis de concours pour l'emploi d'officier de sapeurs-pompiers professionnels du Maroc

1407

Avis de l'Office marocain des changes n° 791 relatif aux mouvements de fonds entre le Cambodge d'une part et la zone française du Maroc d'autre part

1407

Avis de l'Office marocain des changes n° 796 relatif aux relations financières entre la zone franc et l'Italie

1407

Commission mixte franco-espagnole du 16 juillet 1955

1408

Accord commercial franco-pakistanaï du 7 juillet 1955

1408

Accord commercial entre la zone franc et la Bulgarie

1408

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 9 août 1955 (20 hija 1374) modifiant et complétant le dahir du 13 juillet 1914 (19 chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 3 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 13 juillet 1914 (19 chaabane 1332) édictant des mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses,

ARTICLE UNIQUE. — Le dahir susvisé du 13 juillet 1914 (19 chaabane 1332) est modifié et complété comme suit :

« Article 3. — Les mesures sanitaires générales ou spéciales que comportent les maladies contagieuses ou réputées telles énumérées à l'article premier seront prescrites par arrêté de Notre Grand Vizir ou de l'autorité déléguée par lui à cet effet, sur les propositions du chef du service de l'élevage. »

Fait à Rabat, le 20 hija 1374 (9 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 août 1955.

Le Commissaire résident général,

GILBERT GRANDVAL.

Arrêté viziriel du 27 juillet 1955 (7 hija 1374) relatif à la protection sanitaire s'exerçant contre les dangers pouvant provenir de l'utilisation des déchets de cuisine.

LE GRAND VIZIR,

EN CONSEIL RESTREINT, ARRÊTE :

Vu le dahir du 13 juillet 1914 (19 chaabane 1332) édictant les mesures pour garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses et notamment l'article 3, tel qu'il a été complété par le dahir du 9 août 1955 (20 hija 1374) ;

Considérant qu'il est reconnu que les déchets de viandes et de salaisons contenus dans les résidus de cuisine constituent un facteur de propagation de certaines maladies contagieuses des animaux, plus particulièrement en ce qui concerne l'espèce porcine,

ARTICLE UNIQUE. — Délégation est donnée au directeur de l'agriculture et des forêts pour édicter, par arrêté, les mesures propres à garantir les animaux domestiques des dangers pouvant provenir de l'utilisation des résidus de cuisine.

Fait à Rabat, le 7 hija 1374 (27 juillet 1955).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 septembre 1955.

Le Commissaire résident général,

BOYER DE LATOUR.

Dahir du 18 août 1955 (29 hïja 1374) portant ouverture de crédits additionnels et modification au budget général de l'Etat et au budget annexe de l'habitat pour l'exercice 1955.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 17 août 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les prévisions de recettes et de dépenses inscrites au budget général de l'Etat et au budget annexe de l'habitat pour l'exercice 1955 sont modifiées conformément aux tableaux A, B et C annexés au présent dahir.

ART. 2. — Une somme de trois cent trente-trois millions de francs (333.000.000 de francs) sera prélevée sur le « Fonds de réserve ». Cette somme sera prise en recettes à la deuxième partie du budget général pour l'exercice 1955 : « Budget extraordinaire. Prélèvement sur le fonds de réserve ».

Fait à Rabat, le 29 hïja 1374 (18 août 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 septembre 1955.

Le Commissaire résident général,

BOYER DE LATOUR.

*
*
*

Rectificatif au budget général de l'Etat pour l'exercice 1955.

TABLEAU A. — RECETTES.

AUGMENTATION DES PRÉVISIONS DE RECETTES.

Première partie du budget.

Budget ordinaire.

CHAPITRE PREMIER. — Impôts directs et taxes assimilés.

Tertib	150.000.000
Impôts sur les bénéfices professionnels	400.000.000
Prélèvement sur les traitements publics et privés ..	250.000.000
TOTAL du chapitre premier	800.000.000

CHAPITRE 2. — Droits de douane.

Droits de sortie sur les minerais exportés	250.000.000
Recettes diverses	125.000.000
TOTAL du chapitre 2	375.000.000

CHAPITRE 3. — Impôts indirects.

Taxe sur le sucre, les produits sucrés, la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles ..	300.000.000
Taxe sur les denrées coloniales, leurs substituts et subrogats	20.000.000
Droits d'essai et de garantie sur les matières d'or, d'argent et de platine	20.000.000
Taxe sur les pétroles, essences de pétrole et autres produits pétroliers utilisés comme carburants ou combustibles	325.000.000
Taxe sur les huiles minérales de graissage	50.000.000
TOTAL du chapitre 3	715.000.000

CHAPITRE 4. — Droits d'enregistrement et de timbre.

Timbre unique	200.000.000
---------------------	-------------

CHAPITRE 5. — Produits et revenus du domaine.

Produits des forêts	300.000.000
---------------------------	-------------

CHAPITRE 6. — Produits des monopoles et exploitations.

Part dans les bénéfices et produits divers versés par l'Office chérifien des phosphates	300.000.000
---	-------------

CHAPITRE 10 (nouveau). — Garantie d'équilibre donnée par le Gouvernement français

1.000.000.000

TOTAL des augmentations de prévisions de recettes du budget ordinaire	3.690.000.000
---	---------------

Deuxième partie du budget.

Budget extraordinaire.

Prélèvement sur le compte de réalisation des emprunts :	
Fonds d'expansion économique	2.054.250.000
Prélèvement sur le fonds de réserve	333.000.000
TOTAL des augmentations de prévisions de recettes du budget extraordinaire	2.387.250.000

TABLEAU B. — DEPENSES.

AUGMENTATION DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES.

Première partie du budget.

Budget ordinaire.

CHAPITRE 21. — Conseil du Gouvernement.

Art. 3. — Fonctionnement du secrétariat permanent du 3 ^e collège et du secrétariat du collège des intérêts divers	9.720.000
--	-----------

CHAPITRE 23. — Délégation à la Résidence générale. — Secrétariat général du Protectorat (matériel et dépenses diverses).

Art. 16 bis (nouveau). — Subvention de fonctionnement au centre marocain de la productivité	1.000.000
---	-----------

CHAPITRE 27. — Intérieur (personnel).

Art. 1 ^{er} . — Solde et indemnités permanentes du personnel militaire :	
Création d'emplois	50.580.000
A compter du 1 ^{er} avril 1955 : 30 officiers;	
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 : 30 officiers ;	
A compter du 1 ^{er} octobre 1955 : 23 officiers.	
Art. 2. — Indemnités permanentes diverses du personnel militaire des services spéciaux et des affaires militaires musulmanes	9.260.000
TOTAL du chapitre 27	59.840.000

CHAPITRE 31. — <i>Forces auxiliaires</i> (personnel).			
Art. 1 ^{er} — Traitement, solde et indemnités permanentes du personnel d'encadrement et du personnel de rang :			
Forces auxiliaires :			
Création d'emplois	47.850.000		
Groupement de makhzens de protection :			
A compter du 1 ^{er} avril 1955 : 35 agents du cadre subalterne ;			
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 : 1 agent du cadre principal, 7 agents du cadre subalterne.			
Makhzens régionaux :			
A compter du 1 ^{er} avril 1955 : 3 agents du cadre subalterne ;			
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 : 1 agent du cadre principal, 12 agents du cadre subalterne.			
Compagnie auxiliaire marocaine :			
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 : 4 chefs de brigade de 1 ^{re} classe; 4 chefs de brigade de 2 ^e classe, 16 gardes de 1 ^{re} classe, 76 gardes de 2 ^e classe.			
Assès.			
Création d'emplois	115.906.000		
A compter du 1 ^{er} juin 1955 : 100 agents du cadre subalterne (emplois pouvant être tenus par des sous-officiers) ;			
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 : 18 agents du cadre principal, 69 agents du cadre subalterne (dont 50 emplois pouvant être tenus par des sous-officiers), 2 chefs assès, 4 caporaux, 119 assès ;			
A compter du 1 ^{er} août 1955 : 2 chefs assès, 4 caporaux, 119 assès ;			
A compter du 1 ^{er} octobre 1955 : 50 agents du cadre subalterne (emplois pouvant être tenus par des sous-officiers).			
TOTAL du chapitre 31	163.756.000		
CHAPITRE 33. — <i>Services de sécurité publique</i> (personnel).			
Art. 1 ^{er} . — Traitement, salaire et indemnités permanentes :			
Création d'emplois	210.261.000		
Services extérieurs de police :			
A compter du 1 ^{er} mai 1955 : 1 commissaire de police (en surnombre) ;			
A compter du 16 mai 1955 : 1 commissaire de police (en surnombre) ;			
A compter du 1 ^{er} juin 1955 : 10 commissaires de police (en surnombre) ;			
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 : 2 commandants des gardiens de la paix, 2 officiers de paix, 9 brigadiers-chefs, 287 brigadiers, sous-brigadiers et gardiens de la paix ;			
A compter du 1 ^{er} août 1955 : 1 commandant des gardiens de la paix, 2 officiers de paix, 9 brigadiers-chefs, 288 brigadiers, sous-brigadiers et gardiens de la paix ;			
A compter du 1 ^{er} septembre 1955 : 6 brigadiers-chefs marocains, 194 brigadiers, sous-brigadiers et gardiens de la paix marocains.			
Service de l'administration pénitentiaire (services extérieurs).			
A compter du 1 ^{er} mai 1955 : 20 surveillants ordinaires ;			
A compter du 1 ^{er} juin 1955 : 6 surveillants ordinaires, 4 gardiens ordinaires.			
CHAPITRE 39. — <i>Makhzen chérifien et justice chérifienne</i> (personnel).			
Art. 1 ^{er} . — Traitement, salaire et indemnités permanentes.			
Création d'emplois	3.478.000		
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 :			
Mahakmas des pachas et caïds : 6 khelifas d'arrondissement.			
CHAPITRE 45. — <i>Justice française</i> (personnel).			
Art. 1 ^{er} . — Traitement, salaire et indemnités permanentes.			
Création d'emplois	8.388.000		
A compter du 1 ^{er} juillet 1955 :			
Magistrats de la cour d'appel : 2 conseillers ;			
Magistrats des tribunaux de première instance : 7 juges ;			
Personnel des secrétariats de l'interprétariat et chaouchs : 7 secrétaires-greffiers adjoints, 1 sténodactylographe.			
CHAPITRE 49. — <i>Subventions, ristournes, indemnités spéciales, etc.</i>			
Art. 34 (nouveau). — Subvention à la compagnie du Tanger-Fès pour couverture du déficit d'exploitation	370.919.000		
Art. 35 (nouveau). — Subvention à l'Office chérifien interprofessionnel des céréales (pour résorption des excédents céréaliers)	1.125.000.000		
TOTAL du chapitre 49.	1.495.919.000		
CHAPITRE 66. — <i>Agriculture et forêts. - Administration des eaux et forêts et de la conservation des sols</i> (matériel et dépenses diverses).			
Art. 14 bis (nouveau). — Ristourne aux communes rurales forestières sur le produit des forêts	150.000.000		
CHAPITRE 75. — <i>Dépenses imprévues</i>		841.185.000	
Dotation provisionnelle pour l'aménagement de la rémunération et des indemnités du personnel titulaire et journalier et des pensions de retraite	745.000.000		
TOTAL des augmentations de prévisions de dépenses du budget ordinaire	3.688.547.000		
Deuxième partie du budget.			
<i>Budget extraordinaire.</i>			
CHAPITRE 4. — <i>Intérieur.</i>			
Art. 1 ^{er} . — Achat de terrains ; achat, construction et aménagement de bâtiments administratifs. Dépenses de premier établissement.			
§ 2. — Logements	69.000.000		

Art. 9. — Forces auxiliaires. — Achat de terrains ; achat, construction et aménagement de bâtiments administratifs (locaux de service et logements). Dépenses de premier établissement	404.000.000
Art. 11 (nouveau). — Equipement des centres ruraux.	140.000.000
Art. 12 (nouveau). — Achat de matériel pour les liaisons radiophoniques ; construction et aménagement de lignes téléphoniques de commandement	50.000.000
TOTAL du chapitre 4	663.000.000
CHAPITRE 5. — Services de sécurité.	
Gendarmerie :	
Art. 5. — Achat de terrains ; achat, construction et aménagement de bâtiments administratifs (locaux de service et logements). Dépenses de premier établissement	64.000.000
Art. 6. — Achat de matériel pour les liaisons radiophoniques	46.000.000
(Le crédit inscrit à cette rubrique pourra être versé sous forme de subvention à la Régie des exploitations industrielles du Protectorat.)	
TOTAL du chapitre 5	110.000.000
CHAPITRE 8. — Finances.	
Art. 17 (nouveau). — Aide à l'investissement privé dans l'habitat marocain urbain	300.000.000
CHAPITRE 9. — Travaux publics.	
Art. 2. — Travaux d'hydraulique agricole et industrielle, de recherche et d'adduction d'eau.	
§ 4. — Petits périmètres	38.500.000
§ 5. — Adduction d'eau et hydrogéologie	8.000.000
Art. 11. — Travaux neufs et grosses réparations de routes, pistes, ponts et pistes touristiques	99.000.000
Art. 12. — Construction de chemins tertiaires	217.650.000
Art. 16. — Dépenses afférentes à l'amélioration de l'habitat marocain urbain	113.000.000
TOTAL du chapitre 9	476.150.000
CHAPITRE 13. — Agriculture et forêts.	
Division de la mise en valeur et du génie rural :	
Art. 5. — Divers petits périmètres d'irrigation. Frais d'études. Travaux d'assainissement	202.500.000
Art. 7. — Irrigation dans le Taflalt	1.500.000
Art. 8. — Irrigation dans la vallée du Sous	10.000.000
Art. 10. — Irrigation dans la vallée du Za	10.000.000
Art. 11. — Points d'eau et adduction d'eau. Bains parasitocides	86.600.000
Art. 17. — Habitat rural	53.000.000
TOTAL de la division de la mise en valeur et du génie rural	363.600.000
Division de l'agriculture et de l'élevage :	
Art. 25. — Encouragement à la culture de l'olivier et des autres arbres fruitiers	6.000.000
Eaux et forêts :	
Art. 38. — Ouverture de chemins d'exploitations forestières et alfatières	28.500.000
Art. 39. — Reboisement, plantations, fixation de dunes et travaux corrélatifs	2.500.000

Art. 40. — Défense et restauration des sols. Améliorations pastorales.	
§ 2. — Travaux divers de restauration des sols. Améliorations pastorales	379.500.000
TOTAL des eaux et forêts	410.500.000
TOTAL du chapitre 13	780.100.000
CHAPITRE 15. — Instruction publique.	
Jeunesse et sports :	
Art. 8. — Amélioration des conditions de vie des prolétaires urbains. Protection de l'enfance délinquante et abandonnée. Camps et centres d'accueil. Achats de terrains, achat, construction et aménagement d'immeubles	8.500.000
Art. 9. — Equipement sportif des centres constitués en municipalités.	
§ 1 ^{er} . — Equipement sportif	3.000.000
Art. 10. — Equipement sportif des centres non érigés en municipalités	46.500.000
TOTAL du chapitre 15	58.000.000
TOTAL des augmentations de prévisions de dépenses du budget extraordinaire	2.387.250.000

*
* ***Rectificatif au budget annexe de l'habitat pour l'exercice 1955.****TABLEAU C.**Deuxième partie. — *Budget extraordinaire.*I. — *RECETTES.*

AUGMENTATION DES PRÉVISIONS DE RECETTES.

CHAPITRE PREMIER. — Fonds de concours de la 2 ^e partie du budget général	113.000.000
--	-------------

II. — *DÉPENSES.*

AUGMENTATION DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES.

CHAPITRE UNIQUE. — Dépenses de premier établissement.

Art. 2. — Habitat musulman. Achat et aménagement de terrains. Construction et aménagement d'immeubles. Dépenses de premier établissement	113.000.000
--	-------------

Dahir du 12 septembre 1955 (24 moharrem 1375) étendant le droit syndical aux sujets marocains et modifiant le dahir du 24 décembre 1936 (9 chaoual 1355) sur les syndicats professionnels.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Moulay Arafa)

Que l'on sache par les présentes. — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la délibération du Conseil des vizirs et directeurs en date du 10 septembre 1955,

A REVÊTU DE SON SCEAU CE QUI SUIT :

Vu le dahir du 24 décembre 1936 (9 chaoual 1355) sur les syndicats professionnels, tel qu'il a été modifié et complété,

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice du droit syndical, tel qu'il est défini et réglementé par le dahir du 24 décembre 1936 (9 chaoual 1355), est étendu aux sujets marocains.

ART. 2. — Les articles 3 et 13 du dahir du 24 décembre 1936 (9 chaoual 1355) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 3. — Toutes personnes voulant créer un syndicat professionnel doivent déposer dans les bureaux de l'autorité locale compétente :

« 1° Les statuts du syndicat projeté ;

« 2° La liste complète des personnes chargées, à un titre quelconque, de son administration ou de sa direction. Cette liste indique les nom, prénoms, filiation, date et lieu de naissance, nationalité, profession et domicile des intéressés. Ceux-ci, qui sont obligatoirement choisis parmi les membres du syndicat intéressé, doivent être de nationalité française ou marocaine et jouir de tous leurs droits civils. »

(La suite sans modification.)

« Article 13. — Les syndicats professionnels peuvent, en se conformant aux dispositions des lois en vigueur, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraite. Les fonds de ces caisses spéciales sont insaisissables jusqu'à concurrence de 10.000 francs par an pour les rentes et de 100.000 francs pour les capitaux assurés. »

ART. 3. — La date d'entrée en vigueur et les modalités d'application du présent dahir seront, en ce qui concerne les salariés agricoles, fixées par arrêté viziriel.

Fait à Rabat, le 24 moharrem 1373 (12 septembre 1955).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 septembre 1955.

Le Commissaire résident général,

BOYER DE LATOUR.

Arrêté du directeur des travaux publics du 23 août 1955 modifiant l'arrêté du 31 mars 1953 relatif aux tarifs de vente de l'eau potable dans les villes et centres où la distribution est assurée par la R.E.I.P.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé du 25 février 1941 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 5 septembre 1949 modifiant l'arrêté résidentiel susvisé du 25 février 1941 ;

Vu l'arrêté directorial du 31 mars 1953 fixant les tarifs de vente de l'eau potable dans les villes et centres où la distribution est assurée par la R.E.I.P.,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du 31 mars 1953 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Le prix de vente de l'eau potable dans les villes et centres où la distribution est assurée par la R.E.I.P. est fixé ainsi qu'il suit :

« Safi 65 fr. le m³
« »

(La suite sans modification.)

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur à compter du 1^{er} octobre 1955.

Rabat, le 23 août 1955.

Le directeur adjoint des travaux publics,

MATHIS.

Référence :

(B.O. n° 2110, du 3-4-1953.)

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 25 août 1955 concernant le blocage du gros son pour les besoins de la lutte antiacridienne.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS,

Vu le dahir du 1^{er} février 1930, modifié par le dahir du 7 août 1943, édictant des mesures relatives à la destruction des acridiens ;

Vu l'arrêté résidentiel du 9 juillet 1946 relatif à la répartition régionale du son, complété par l'arrêté résidentiel du 8 juillet 1951 ;

Considérant qu'il convient d'effectuer les stocks de son nécessaires à la confection d'appâts empoisonnés en vue de la destruction des acridiens,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les 4/5^{es} de la production marocaine de gros son de blé tendre et de blé dur sont réservés, à partir du 1^{er} septembre 1955, pour les besoins de la lutte antiacridienne.

Rabat, le 25 août 1955.

Le directeur de l'agriculture
et des forêts p.i.,

GRIMALDI.

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 26 août 1955 fixant les caractéristiques auxquelles doivent répondre les farines de blé tendre et de blé dur fabriquées et mises en vente par les minoteries soumises au régime du dahir du 21 janvier 1937.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS,

Vu le dahir du 14 octobre 1914 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et notamment son article 28, tel qu'il a été complété par le dahir du 18 décembre 1948 ;

Vu le dahir du 21 janvier 1937 portant création de l'Association professionnelle de la minoterie ;

Vu le dahir du 24 avril 1937 portant création de l'Office chérifien interprofessionnel du blé et les textes qui l'ont complété ou modifié, notamment le dahir du 1^{er} juin 1948 dénommant cet organisme « Office chérifien interprofessionnel des céréales » ;

Vu l'arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 20 octobre 1949 fixant les caractéristiques auxquelles doivent répondre les farines de blé tendre et de blé dur définies par la décision du directeur de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales du 30 juin 1949,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La farine de force de blé tendre dont le taux d'extraction est libre doit répondre aux caractéristiques suivantes :

Taux de cendres : il doit être au maximum de 0,75 % (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

Taux d'affleurement : le passage de l'ensemble de la farine au tamis 40 (A.J.L.), dont l'ouverture de maille est de 0 mm 52, ne doit laisser aucun refus.

Le passage de l'ensemble de la farine au tamis de gaze renforcée n° 7 XX (numérotage suisse), dont l'ouverture de maille est de 0 mm 2, ne doit pas laisser un refus supérieur à 5 % ;

Caractéristiques à l'alvéographe Chopin : la farine de force ne doit pas présenter :

un indice de gonflement (G) inférieur à 15 ;

un indice de force (W) inférieur à 150.

Des dérogations, concernant les caractéristiques exigées à l'alvéographe Chopin, pourront être accordées par l'Office chérifien interprofessionnel des céréales aux minoteries, pour les fournitures destinées aux biscuiteries industrielles.

ART. 2. — La farine première de blé tendre, type PS — 3, extraite de telle manière que 100 kilogrammes de blé tendre pesant 77 kilogrammes à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés procurent 71 kilogrammes de farine, doit répondre aux caractéristiques suivantes :

Taux de cendres : il doit être au maximum de 0,85 % (pourcentage rapporté à la matière sèche) ;

Taux d'affleurement : le passage de l'ensemble de la farine au tamis 40 (A.J.L.), dont l'ouverture de maille est de 0 mm 52, ne doit laisser aucun refus.

Le passage de l'ensemble de la farine au tamis de gaze renforcée n° 7 XX (numérotage suisse), dont l'ouverture de maille est de 0 mm 2, ne doit pas laisser un refus supérieur à 5 %.

ART. 3. — La farine complète de blé tendre, type PS + 3, extraite de telle manière que 100 kilogrammes de blé tendre pesant 77 kilogrammes à l'hectolitre et contenant 3 % d'impuretés procurent 80 kilogrammes de farine, doit présenter un taux de cendres compris entre 0,90 % et 1,05 % (pourcentage rapporté à la matière sèche).

ART. 4. — Le taux maximum de cendres est fixé à 1,2 % (pourcentage rapporté à la matière sèche) pour la farine entière de blé dur, type PS + 1, extraite de telle manière que 100 kilogrammes de blé dur pesant 77 kilogrammes à l'hectolitre et contenant 2 % d'impuretés procurent 78 kilogrammes de farine.

ART. 5. — Des échantillons de farines correspondant aux caractéristiques indiquées ci-dessus, constitués par le laboratoire des blés du service de la recherche agronomique et de l'expérimentation agricole à Rabat, sont tenus à la disposition de toute personne intéressée, au service de la recherche agronomique et de l'expérimentation agricole, à Rabat, au laboratoire officiel de chimie, à Casablanca, ainsi que dans toutes les inspections régionales de la répression des fraudes.

ART. 6. — Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux farines produites par les moulins artisanaux.

ART. 7. — Est abrogé l'arrêté susvisé du 20 octobre 1949.

Rabat, le 26 août 1955.

Le directeur de l'agriculture
et des forêts p.i.,

GRIMALDI.

**Arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts
du 6 septembre 1955**

différant l'ouverture de la chasse pendant la saison 1955-1956.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES EAUX ET FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du chef de la division des eaux et forêts du 6 août 1949 portant réglementation permanente de la chasse et les arrêtés qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts du 27 juillet 1955 portant ouverture, clôture et réglementation spéciale de la chasse et créant des réserves pendant la saison 1955-1956 ;

Vu l'avis du directeur général de l'intérieur ;

Considérant que, pour des raisons d'ordre public, il est opportun de différer l'ouverture de la chasse dans la zone française de l'Empire chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'ouverture de la chasse, telle qu'elle a été fixée par l'arrêté susvisé du 27 juillet 1955, est différée.

Rabat, le 6 septembre 1955.

GRIMALDI.

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 26 août 1955 modifiant l'arrêté directorial du 1^{er} janvier 1953 fixant les taxes téléphoniques du régime international.

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,**

Vu les articles 6, 69 et 74 de l'arrêté viziriel du 16 juillet 1952 (23 chaoual 1377) déterminant l'objet et l'organisation du service téléphonique, ainsi que les contributions, les redevances et les taxes de ce service ;

Vu l'arrêté directorial du 1^{er} janvier 1953 fixant les taxes téléphoniques du régime international,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le texte de l'article 4 de l'arrêté directorial du 1^{er} janvier 1953 est remplacé par le texte suivant :

« Article 4. — Les taxes applicables aux conversations téléphoniques échangées *via Paris*, entre le Maroc, d'une part, et les navires français en mer, d'autre part, sont fixées ainsi qu'il suit :

I. — Grands paquebots.

a) Taxe unitaire (uniforme quelle que soit la position du paquebot)	24 francs-or + 720 francs français.
b) Taxe de préparation	3,40 francs-or + 120 francs français.

II. — Cargos.

a) Taxe unitaire (uniforme quelle que soit la position du cargo).	17 francs-or + 120 francs français + taxe de bord éventuelle.
b) Taxe de préparation	2,60 francs-or + 120 francs français + taxe de bord éventuelle.

Rabat, le 26 août 1955.

Pour le directeur de l'Office des postes,
des télégraphes et des téléphones,

Le directeur adjoint,

LACROZE.

TEXTES PARTICULIERS

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 29 août 1955 une enquête publique est ouverte du 17 octobre au 18 novembre 1955, sur le projet de reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Khouriziza, issue de l'oued Tensift.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle des Rehamna, à Marrakech.

*
*
*

Par arrêté du directeur des travaux publics du 8 septembre 1955 une enquête publique est ouverte simultanément du 17 octobre au 18 novembre 1955, dans la circonscription de contrôle civil de Fès-Banlieue, à Fès, et dans la circonscription de Meknès-Banlieue, à Meknès, sur le projet de reconnaissance des droits d'eau sur les sources situées en aval du bassin de l'oued Mikkès.

Le dossier est déposé dans les bureaux des circonscriptions de contrôle civil de Fès-Banlieue, à Fès, et de Meknès-Banlieue, à Meknès.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 8 septembre 1955 une enquête publique est ouverte du 10 au 21 octobre 1955, dans la circonscription de contrôle civil de Port-Lyautey-Banlieue, à Port-Lyautey, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe profonde, au profit des membres de l'A.S.A.P. du forage de Sidi-Yahya.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Port-Lyautey-Banlieue, à Port-Lyautey.

Service postal à Fom-Zguid.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 13 août 1955, la cabine téléphonique publique et le poste de correspondant postal de Fom-Zguid (territoire d'Ouarzazate), seront transformés en agence postale de 1^{re} catégorie le 16 septembre 1955.

Ce nouvel établissement participera aux services postal, télégraphique, téléphonique et des mandats.

Décision du chef du service des mines du 5 septembre 1955 fixant les conditions d'attribution de permis de recherche de quatrième catégorie dans la région de Petitjean.

LE CHEF DU SERVICE DES MINES.

Vu l'article 42 du dahir du 16 avril 1951 portant règlement minier au Maroc ;

Considérant que les permis de recherche de quatrième catégorie n° 4564, 4565, 4566 arriveront à expiration le 16 octobre 1955 et ne pourront plus faire l'objet de renouvellement ;

Considérant qu'il y a intérêt à continuer les travaux de recherche entrepris et que, par conséquent, il y a lieu de fixer les conditions d'attribution de nouveaux droits miniers sur les terrains compris dans les périmètres de ces permis,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'attribution de nouveaux permis sur les terrains visés ci-dessus s'effectuera dans les conditions suivantes :

a) Des demandes de permis de recherche de quatrième catégorie portant sur lesdits terrains pourront être déposées au service des mines à Rabat, à partir de la date de publication au *Bulletin officiel* de la présente décision. Ces demandes seront établies conformément aux prescriptions de l'arrêté viziriel du 18 avril 1951 fixant les conditions de dépôt et d'enregistrement des demandes de permis de recherche ;

b) La validité des permis de quatrième catégorie en vigueur à la date du 17 octobre 1955 et dont une partie empiète sur les terrains visés au préambule, sera étendue à cette partie à compter du même jour, cette extension s'effectuant en cas de concurrence dans l'ordre d'antériorité des permis.

Les permis dont la validité aura ainsi été étendue auront priorité pour la totalité de leur surface sur les permis faisant suite aux demandes déposées en application de la présente décision.

ART. 2. — Les demandes de permis de recherche déposées en application de l'article précédent et jusqu'au 7 octobre 1955 inclus seront considérées comme simultanées. Leur ordre de priorité sera fixé, les intéressés entendus, par décision du chef du service des mines, approuvée par le directeur de la production industrielle et des mines.

ART. 3. — L'ordre de priorité entre les demandes déposées à partir du 8 octobre 1955 sera déterminé par leur ordre d'inscription sur le registre du bureau des permis, dans les mêmes conditions que pour les permis de deuxième, troisième et sixième catégories.

Rabat, le 5 septembre 1955.

B. DE CORN.

ÉTATS MENSUELS DES PERMIS MINIERs.

Mois d'août 1955.

Liste des permis de recherche accordés le 16 août 1955.

ÉTAT N° 1.

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DÉSIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATÉGORIE
17.071	Société chérifienne des pétroles, avenue Urbain-Blanc, n° 27, Rabat.	Moulay-Bousselham et Lalla-Mimouna.	Signal géodésique Sidi-Allal.	2.550 ^m N. - 3.950 ^m O.	IV
17.072	id.	Moulay-Bousselham.	id.	2.550 ^m N. - 50 ^m E.	IV
17.073	id.	Moulay-Bousselham et Lalla-Mimouna.	id.	2.550 ^m N. - 4.050 ^m E.	IV
17.074	id.	Souk-el-Arba-du-Rharb et Lalla-Mimouna.	Signal géodésique ferme Dudouet.	6.350 ^m N. - 2.150 ^m O.	IV
17.075	id.	id.	id.	6.150 ^m N. - 1.850 ^m E.	IV
17.076	id.	Lalla-Mimouna et Arbaoua.	Signal géodésique Sidi - Hamed - ben-Haddou.	5.150 ^m S. - 575 ^m E.	IV
17.077	id.	id.	id.	6.000 ^m S. - 4.575 ^m E.	IV
17.078	id.	id.	id.	10.000 ^m S. - 4.575 ^m E.	IV
17.079	id.	id.	id.	10.000 ^m S. - 8.575 ^m E.	IV
17.080	id.	id.	id.	10.000 ^m S. - 12.575 ^m E.	IV
17.081	id.	id.	Signal géodésique Dar-el-Arbi.	9.600 ^m N. - 5.050 ^m O.	IV
17.082	id.	id.	id.	8.000 ^m N. - 1.050 ^m O.	IV
17.083	id.	Arbaoua.	id.	7.000 ^m N. - 2.950 ^m E.	IV
17.084	id.	id.	id.	7.000 ^m N. - 6.950 ^m E.	IV
17.085	id.	Lalla-Mimouna et Arbaoua.	id.	5.600 ^m N. - 5.050 ^m O.	IV
17.086	id.	id.	id.	4.000 ^m N. - 1.050 ^m O.	IV
17.087	id.	Arbaoua.	id.	3.000 ^m N. - 2.950 ^m E.	IV
17.088	id.	id.	id.	3.000 ^m N. - 6.950 ^m E.	IV
17.089	id.	Lalla-Mimouna et Arbaoua.	id.	1.600 ^m N. - 5.050 ^m O.	IV
17.090	id.	id.	id.	1.050 ^m O.	IV
17.091	id.	Arbaoua.	id.	1.000 ^m S. - 2.950 ^m E.	IV
17.092	id.	id.	id.	1.000 ^m S. - 6.950 ^m E.	IV
17.093	id.	Lalla-Mimouna et Arbaoua.	id.	2.400 ^m S. - 5.050 ^m O.	IV
17.094	id.	id.	id.	4.000 ^m S. - 1.050 ^m O.	IV
17.095	id.	Arbaoua.	id.	5.000 ^m S. - 2.950 ^m E.	IV
17.096	id.	id.	id.	5.000 ^m S. - 6.950 ^m E.	IV
17.097	id.	id.	Signal géodésique Sidi-Abou.	2.750 ^m N. - 925 ^m E.	IV
17.098	id.	id.	id.	1.250 ^m S. - 925 ^m E.	IV
17.099	id.	id.	id.	2.150 ^m S. - 4.925 ^m E.	IV
17.100	id.	id.	id.	5.250 ^m S. - 925 ^m E.	IV
17.101	id.	id.	id.	6.150 ^m S. - 4.925 ^m E.	IV
17.102	id.	id.	id.	6.150 ^m S. - 8.925 ^m E.	IV
17.103	id.	id.	id.	9.250 ^m S. - 925 ^m E.	IV
17.104	id.	Mechrà-Bel-Ksiri et Souk-el-Arba-du-Rharb.	Signal géodésique Sidi-Aïssa-de-Souk-el-Arba.	5.300 ^m N. - 2.725 ^m O.	IV
17.105	id.	id.	id.	3.700 ^m N. - 1.275 ^m E.	IV
17.106	id.	Mechrà-Bel-Ksiri et Souk-el-Arba-du-Rharb.	id.	1.300 ^m N. - 2.725 ^m O.	IV
17.107	id.	Mechrà-Bel-Ksiri.	id.	300 ^m S. - 1.275 ^m E.	IV
17.108	id.	id.	id.	4.300 ^m S. - 2.150 ^m E.	IV
17.109	id.	id.	id.	4.300 ^m S. - 6.150 ^m E.	IV
17.110	id.	id.	id.	4.650 ^m S. - 10.150 ^m E.	IV
17.111	id.	id.	Signal géodésique Chérif - Bou - Hachem.	6.075 ^m N. - 4.500 ^m O.	IV
17.112	id.	id.	id.	6.075 ^m N. - 500 ^m O.	IV
17.113	id.	id.	id.	6.075 ^m N. - 3.500 ^m E.	IV
17.114	id.	id.	id.	2.075 ^m N. - 1.050 ^m O.	IV

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DÉSIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATÉGORIE
17.115	Société chérifienne des pétroles, avenue Urbain-Blanc, n° 27, Rabat.	Mechrâ-Bel-Ksiri.	Signal géodésique Chérif-Bou-Hachem.	2.075 ^m N. - 2.950 ^m E.	IV
17.116	id.	id.	id.	4.750 ^m S. - 7.000 ^m O.	IV
17.117	id.	id.	id.	5.125 ^m S. - 3.000 ^m O.	IV
17.118	id.	Ouezzane et Had-Kourt.	Signal géodésique Idt.	5.900 ^m N. - 4.500 ^m O.	IV
17.119	id.	id.	id.	4.525 ^m N. - 500 ^m O.	IV
17.120	id.	id.	id.	1.550 ^m N. - 8.500 ^m O.	IV
17.121	id.	Had-Kourt.	id.	1.900 ^m N. - 4.500 ^m O.	IV
17.122	id.	id.	id.	525 ^m N. - 500 ^m O.	IV
17.123	id.	id.	id.	800 ^m S. - 3.500 ^m E.	IV
17.124	id.	id.	id.	2.100 ^m S. - 4.500 ^m O.	IV
17.125	id.	id.	id.	3.475 ^m S. - 500 ^m O.	IV
17.126	id.	id.	id.	4.800 ^m S. - 3.500 ^m E.	IV
17.127	id.	id.	id.	2.900 ^m S. - 7.500 ^m E.	IV
17.128	id.	id.	id.	6.100 ^m S. - 4.500 ^m O.	IV
17.129	id.	id.	Signal géodésique poste d'Aïn-ed-Defali.	7.475 ^m N. - 750 ^m O.	IV
17.130	id.	id.	id.	7.475 ^m N. - 3.250 ^m E.	IV
17.131	id.	id.	id.	5.575 ^m N. - 4.750 ^m O.	IV
17.132	id.	id.	id.	1.575 ^m N. - 4.750 ^m O.	IV
17.133	id.	id.	id.	3.475 ^m N. - 2.275 ^m E.	IV
17.134	id.	Mechrâ-Bel-Ksiri et Had-Kourt.	Signal géodésique Had-Kourt.	2.175 ^m N. - 4.550 ^m O.	IV
17.135	id.	id.	id.	1.825 ^m S. - 8.200 ^m O.	IV
17.136	id.	id.	id.	1.825 ^m S. - 4.200 ^m O.	IV
17.137	id.	Had-Kourt.	id.	1.825 ^m S. - 200 ^m O.	IV
17.138	id.	id.	id.	1.825 ^m S. - 3.800 ^m E.	IV
17.139	id.	Mechrâ-Bel-Ksiri et Had-Kourt.	id.	5.825 ^m S. - 4.550 ^m O.	IV
17.140	id.	Had-Kourt.	id.	5.825 ^m S. - 550 ^m O.	IV
17.141	id.	id.	id.	5.825 ^m S. - 3.450 ^m E.	IV
17.142	id.	Sidi-Slimane.	Signal géodésique Sidi-Mohamed-Chleuh.	700 ^m S. - 6.550 ^m O.	IV
17.143	id.	id.	id.	700 ^m S. - 2.550 ^m O.	IV
17.144	id.	id.	id.	700 ^m S. - 1.450 ^m E.	IV
17.145	id.	id.	id.	4.700 ^m S. - 1.975 ^m O.	IV
17.146	id.	Khenichèt-sur-Ouerrha.	Signal géodésique I R. 8938.	4.550 ^m N. - 4.700 ^m O.	IV
17.147	id.	id.	id.	4.550 ^m N. - 700 ^m O.	IV
17.148	id.	id.	id.	2.800 ^m N. - 2.525 ^m E.	IV
17.149	id.	id.	id.	2.800 ^m N. - 6.525 ^m E.	IV
17.150	id.	id.	id.	550 ^m N. - 1.475 ^m O.	IV
17.151	id.	id.	id.	1.200 ^m S. - 2.525 ^m E.	IV
17.152	id.	id.	id.	1.200 ^m S. - 6.525 ^m E.	IV
17.153	id.	id.	id.	1.200 ^m S. - 10.525 ^m E.	IV
17.154	id.	id.	id.	3.450 ^m S. - 1.475 ^m O.	IV
17.155	id.	id.	id.	5.200 ^m S. - 2.525 ^m E.	IV
17.156	id.	id.	id.	5.200 ^m S. - 6.525 ^m E.	IV
17.157	id.	id.	Signal géodésique Sidi-Hassine.	9.600 ^m N. - 4.000 ^m E.	IV
17.158	id.	id.	id.	5.600 ^m N. - 4.000 ^m O.	IV
17.159	id.	id.	id.	5.600 ^m N. - 4.000 ^m E.	IV
17.160	id.	id.	id.	5.600 ^m N. - 4.000 ^m E.	IV
17.161	id.	Oulad-Aïssa.	Signal géodésique Sidi-Charf.	1.200 ^m N. - 5.400 ^m O.	IV
17.162	id.	id.	id.	2.800 ^m S. - 4.300 ^m O.	IV
17.163	id.	id.	id.	2.800 ^m S. - 300 ^m O.	IV
17.164	id.	id.	id.	6.800 ^m S. - 4.300 ^m O.	IV
17.165	id.	id.	id.	6.800 ^m S. - 300 ^m O.	IV
17.166	id.	id.	Signal géodésique K ^t Skhaskha.	1.000 ^m N. - 5.000 ^m E.	IV
17.167	id.	id.	id.	3.000 ^m S. - 5.000 ^m E.	IV
17.168	id.	Karia-ba-Mohammed.	Signal géodésique Jbel-Ayoum.	3.900 ^m N. - 2.175 ^m O.	IV
17.169	id.	id.	id.	100 ^m S. - 4.650 ^m O.	IV
17.170	id.	id.	id.	100 ^m S. - 650 ^m O.	IV
17.171	id.	id.	id.	100 ^m S. - 3.350 ^m E.	IV

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DÉSIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATÉGORIE
17.172	Société chérifienne des pétroles, avenue Urbain-Blanc, n° 27, Rabat.	Kelâa-des-Slès.	Signal géodésique Kelâa-des-Slès.	4.500 ^m S.	IV
17.173	id.	id.	id.	4.500 ^m S. - 4.000 ^m E.	IV
17.174	id.	Tissa.	Signal géodésique borne 118 k.	1.600 ^m N. - 6.300 ^m O.	IV
17.175	id.	id.	id.	1.600 ^m N. - 2.300 ^m O.	IV
17.176	id.	id.	id.	2.400 ^m S. - 6.300 ^m O.	IV
17.177	id.	id.	id.	2.400 ^m S. - 2.300 ^m O.	IV
17.178	id.	id.	Signal géodésique balise 152.	300 ^m N. - 1.900 ^m E.	IV
17.179	id.	Tissa et Haut-Lebèn.	id.	300 ^m N. - 5.900 ^m E.	IV
17.180	id.	Tissa.	id.	3.700 ^m S. - 1.900 ^m E.	IV
17.181	id.	Tissa et Haut-Lebèn.	id.	3.700 ^m S. - 5.900 ^m E.	IV
17.182	id.	Oulad-Aïssa et Khenichèt- sur-Ouerrha.	Signal géodésique Sidi-Mohamed- Chleuh.	2.300 ^m N. - 4.550 ^m O.	IV
17.183	id.	id.	id.	1.700 ^m S. - 3.450 ^m O.	IV
17.184	id.	Oulad-Aïssa.	id.	5.600 ^m S. - 550 ^m E.	IV
17.185	id.	Karia- ba-Mohammed et Fès-Ouest.	Signal géodésique Messaoud.	7.150 ^m N. - 250 ^m E.	IV
17.186	id.	id.	id.	7.150 ^m N. - 4.250 ^m E.	IV
17.187	id.	Fès-Ouest.	id.	3.150 ^m N. - 250 ^m O.	IV
17.188	id.	id.	id.	3.150 ^m N. - 3.750 ^m E.	IV
17.189	id.	id.	Signal géodésique Bir-el-Bziz.	6.150 ^m N. - 400 ^m E.	IV
17.190	id.	id.	id.	2.150 ^m N. - 250 ^m E.	IV
17.191	id.	id.	Signal géodésique cote 537.	550 ^m S. - 5.800 ^m O.	IV
17.192	id.	id.	id.	200 ^m N. - 1.800 ^m O.	IV
17.193	id.	id.	id.	3.200 ^m N. - 2.200 ^m E.	IV
17.194	id.	id.	id.	800 ^m S. - 2.200 ^m E.	IV
17.195	id.	Fès-Ouest.	id.	1.150 ^m N. - 6.200 ^m E.	IV
17.196	id.	Fès-Ouest et Fès-Est.	Signal géodésique près Sidi-Hamed- Bernoussi.	1.200 ^m N. - 5.600 ^m O.	IV
17.197	id.	Fès-Ouest.	id.	2.800 ^m S. - 5.600 ^m O.	IV
17.198	id.	id.	id.	1.750 ^m S. - 1.600 ^m O.	IV
17.199	id.	Fès-Ouest et Fès-Est.	id.	1.750 ^m S. - 2.400 ^m E.	IV
17.200	id.	Fès-Ouest.	id.	6.800 ^m S. - 5.600 ^m O.	IV
17.201	id.	id.	id.	5.750 ^m S. - 1.600 ^m O.	IV
17.202	id.	Fès-Est.	Signal géodésique pont de Sidi-Hara- zem.	2.400 ^m N. - 1.150 ^m E.	IV
17.203	id.	id.	id.	1.800 ^m N. - 5.000 ^m E.	IV
17.204	id.	Taroudannt.	Signal géodésique Tiourac.	5.800 ^m N. - 2.000 ^m O.	IV
17.205	id.	id.	id.	5.600 ^m N. - 5.500 ^m E.	IV
17.206	id.	Tamanar.	Signal géodésique Aït-Daoud.	1.800 ^m S.	IV
17.207	id.	id.	id.	1.800 ^m S. - 4.000 ^m E.	IV
17.208	id.	Tamanar et Agadir.	Signal géodésique Igui-Iggane.	6.700 ^m N. - 9.500 ^m O.	IV
17.209	id.	id.	id.	6.900 ^m N. - 5.500 ^m O.	IV
17.210	id.	id.	id.	6.900 ^m N. - 1.500 ^m O.	IV
17.211	id.	Argana et Agadir.	id.	6.900 ^m N. - 2.500 ^m E.	IV
17.212	id.	id.	id.	2.500 ^m N. - 6.900 ^m E.	IV
17.213	id.	Agadir.	id.	9.100 ^m S. - 6.400 ^m O.	IV
17.214	id.	Taroudannt.	Signal géodésique Ikhorbane.	2.060 ^m S. - 6.700 ^m O.	IV
17.215	id.	id.	id.	440 ^m N. - 4.200 ^m O.	IV
17.216	id.	id.	id.	4.440 ^m N. - 4.200 ^m O.	IV
17.217	id.	Argana et Taroudannt.	Signal géodésique Zaouïa-el-Barri.	7.600 ^m N. - 9.200 ^m O.	IV
17.218	id.	id.	Signal géodésique Sidi-Bou-Saheb.	9.400 ^m N. - 5.200 ^m E.	IV
17.219	id.	id.	id.	5.400 ^m N. - 2.800 ^m O.	IV
17.220	id.	id.	id.	5.400 ^m N. - 1.200 ^m E.	IV
17.221	id.	id.	id.	5.400 ^m N. - 5.200 ^m E.	IV
17.222	id.	Taroudannt.	id.	1.400 ^m N. - 2.800 ^m O.	IV
17.223	id.	id.	id.	1.400 ^m N. - 1.200 ^m E.	IV
17.224	id.	id.	id.	1.400 ^m N. - 5.200 ^m E.	IV
17.225	id.	id.	id.	2.600 ^m S. - 2.800 ^m O.	IV
17.226	id.	id.	id.	2.600 ^m S. - 1.200 ^m E.	IV
17.227	id.	id.	id.	2.600 ^m S. - 5.200 ^m E.	IV

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DESIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATEGORIE
17.228	Société chérifienne des pétroles, avenue Urbain-Blanc, n° 27, Rabat.	Taroudannt.	Signal géodésique Sidi-Bou-Saheb.	6.600 ^m S. - 2.800 ^m O	IV
17.229	id.	id.	id.	6.600 ^m S. - 1.200 ^m E.	IV
17.230	id.	id.	id.	6.600 ^m S. - 5.200 ^m E.	IV
17.231	Société des barytes marocaines, 24, rue Lamoricière, Oujda.	Oued-el-Himèr.	Angle nord-ouest de la ferme Mohamed ben Ali Mokadem.	7.400 ^m S. - 1.400 ^m E.	II
17.232	id.	id.	id.	6.200 ^m S. - 5.400 ^m E.	II
17.233	id.	id.	id.	3.400 ^m S. - 1.400 ^m E.	II
17.234	id.	id.	id.	625 ^m N. - 2.325 ^m E.	II
17.235	id.	id.	id.	2.775 ^m S. - 2.600 ^m O.	II
17.236	id.	Oued-el-Himèr— El-Aouinèt.	id.	1.750 ^m S. - 6.575 ^m O.	II
17.237	Société « Primam S.A. » (Prospection et industries minières au Maroc), chez la Fiduciaire générale franco-marocaine, 62, rue Chevandier-de-Valdrome, Casablanca.	Telouët 1-2.	Angle sud de la maison isolée située près du confluent de l'asif Isk et de l'oued Tessaout.	600 ^m S. - 1.100 ^m E.	II
17.238	Bureau de recherches et de participations minières, 27, avenue Urbain-Blanc, Rabat.	Khemissèt et Bataille.	Signal géodésique point R (K ^t El-Harouch).	1.250 ^m S. - 3.200 ^m O	III
17.239	id.	id.	id.	1.250 ^m S. - 7.200 ^m O.	III
17.240	id.	id.	Signal géodésique cote 4r7.	4.500 ^m S. - 4.700 ^m E.	III
17.241	id.	Khemissèt.	id.	4.500 ^m S. - 700 ^m E.	III
17.242	id.	id.	id.	4.500 ^m S. - 3.300 ^m O.	III
17.243	id.	Khemissèt et Bataille.	Signal géodésique R. 108, Foukara.	2.100 ^m N. - 4.400 ^m E.	III
17.244	id.	Khemissèt.	id.	2.100 ^m N. - 400 ^m E.	III
17.245	id.	id.	id.	2.100 ^m N. - 3.600 ^m O.	III
17.246	id.	id.	id.	2.100 ^m N. - 7.600 ^m O.	III
17.247	id.	id.	id.	1.900 ^m S. - 3.500 ^m E.	III
17.248	id.	id.	id.	1.900 ^m S. - 500 ^m O.	III
17.249	id.	id.	id.	1.900 ^m S. - 4.500 ^m O.	III
17.250	id.	id.	Signal géodésique Daïèt-er-Roumi nord-est.	500 ^m S. - 1.400 ^m E.	III
17.251	id.	id.	id.	500 ^m S. - 2.600 ^m O.	III
17.252	id.	id.	Signal géodésique Sidi-Bouknadel.	4.600 ^m N. - 400 ^m E.	III
17.253	id.	id.	id.	4.600 ^m N. - 4.400 ^m E.	III
17.254	id.	id.	id.	600 ^m N. - 400 ^m E.	III
17.255	id.	id.	id.	3.400 ^m S. - 400 ^m E.	III
17.256	id.	id.	id.	600 ^m N. - 4.400 ^m E.	III
17.257	id.	id.	id.	3.400 ^m S. - 4.400 ^m E.	III
17.258	id.	id.	Signal géodésique R 13r, Sidi-Bou-ziane.	2.600 ^m N. - 5.400 ^m O.	III
17.259	id.	id.	id.	2.600 ^m N. - 1.400 ^m O.	III
17.260	id.	id.	id.	2.600 ^m N. - 2.600 ^m E.	III
17.261	id.	id.	id.	1.400 ^m S. - 5.400 ^m O.	III
17.262	id.	id.	id.	1.400 ^m S. - 2.600 ^m E.	III
17.263	id.	id.	Signal géodésique balise 77 (Maden-Mellah).	3.600 ^m S. - 2.300 ^m O.	III
17.264	id.	Khemissèt et Meknès.	id.	3.600 ^m S. - 1.700 ^m E.	III
17.265	id.	Khemissèt.	Signal géodésique R 13r, Sidi-Bou-ziane.	1.400 ^m S. - 1.400 ^m O.	III
17.266	M. Alexandre Balestrini, Berrechid.	Midelt 1-2, 5-6.	Angle désigné d'une maison située dans le village d'Ikejouine.	3.800 ^m S. - 1.800 ^m O.	II
17.267	M. Albert Rull, rue de Marrakech, bloc 5, quartier Industriel, Agadir.	Telouët.	Marabout de Sidi Ouassidèn (cote n° 1822).	1.850 ^m N. - 8.300 ^m E.	II
17.268	id.	id.	id.	2.000 ^m S. - 8.000 ^m E.	II
17.269	id.	id.	id.	1.850 ^m N. - 4.300 ^m E.	II
17.270	id.	id.	id.	6.600 ^m N. - 6.000 ^m E.	II
17.271	id.	id.	id.	2.700 ^m N. - 800 ^m O.	II
17.272	id.	id.	id.	6.600 ^m N. - 2.000 ^m E.	II
17.273	id.	id.	id.	1.300 ^m S. - 300 ^m O.	II
17.274	id.	Marrakech-Sud 5-6 et 7-8.	Signal géodésique Asdrem.	7.400 ^m S. - 10.150 ^m E.	II
17.275	Société anonyme des mines de Bou-Arfa, Bouârfa, par Oujda.	Bouârfa et Talzaza.	Monument du général Leclerc.	4.900 ^m N. - 14.650 ^m E.	II

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DÉSIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATÉGORIE
17.276	Société marocaine d'exploitations minières, Bouârfa, par Oujda.	Bouârfa et Talzaza.	Signal géodésique Ben-Arris.	3633.17 ^m N. - 8.597,81 ^m O.	II
17.277	id.	Anoual.	Borne maçonnée établie sur l'ancien signal géodésique n° 1457 du jbel Hallouf-Kbir.	3.000 ^m O.	II
17.278	id.	id.	id.	3.000 ^m E.	II
17.279	Société africaine des mines, 22, rue du Languedoc, Rabat.	Marrakech-Sud 5-6 et 7-8.	Centre des bassins d'évaporation de la saline d'Imarira.	3.500 ^m N. - 1.500 ^m E.	II
17.280	M. Jean-Claude Kaskoreff, Annoeur, par Sefrou.	Rich 1-2.	Angle d'une maison de Kchamène.	5.900 ^m N. - 5.200 ^m O.	II
17.281	id.	id.	id.	5.900 ^m N. - 9.200 ^m O.	II
17.282	Omnium de gérance industrielle et minière, rue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, Oued-Zem.	Aguelmous.	Signal géodésique coté n° 918.	4.400 ^m S. - 500 ^m O.	II
17.283	Société d'études de recherches et exploitations minières « Cicfamines », 5, avenue de la République, Casablanca.	Marrakech-Sud 7-8.	Signal géodésique IX R., n° 5776.	5.700 ^m S. - 5.800 ^m O.	II
17.284	Société minière d'Aouddine, 34, boulevard de la Gare, Casablanca.	Kasba-Tadla 1-2.	Angle ouest du bâtiment de la laverie d'Aouddine.	1.400 ^m S. - 4.400 ^m O.	II
17.285	Si Hadj Aomar ben Hadj Aomar, Rissani.	Todhra et Tafilalt.	Signal géodésique J. Sigui.	375 ^m N. - 11.350 ^m E.	II
17.286	Société des mines des Zenagas, 10, rue Bendahan, Casablanca.	Alougoum 1-2.	Axe du marabout d'Izouatèn.	10.600 ^m N. - 5.400 ^m O.	VI
17.287	id.	id.	id.	10.600 ^m N. - 1.500 ^m O.	VI
17.288	id.	id.	id.	6.400 ^m N. - 6.700 ^m E.	II
17.289	id.	id.	id.	4.700 ^m S. - 2.800 ^m O.	VI
17.290	id.	id.	id.	4.700 ^m S. - 1.100 ^m E.	VI
17.291	Société marocaine de recherches et d'exploitations minières « Somarem », 27, avenue Urbain-Blanc, Rabat.	Telouët 1-2.	Signal géodésique Jbel-Tamaoucht.	5.000 ^m S. - 11.000 ^m E.	II
17.292	id.	id.	id.	5.000 ^m S. - 15.000 ^m E.	II
17.293	M. Moha ben Slimane ben Mohamed, commerçant à Ait-Saadane, bureau d'Alnif.	Maïdèr 1-2.	Signal géodésique Haschich.	7.400 ^m N. - 7.100 ^m E.	II
17.294	id.	Maïdèr 5-6.	Signal géodésique Jbel-Mimount.	6.400 ^m N. - 11.500 ^m O.	II

Liste des permis d'exploitation institués au cours du mois d'août 1955.

ÉTAT N° 2.

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DÉSIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATÉGORIE
1.197	Société minière de l'Atlas marocain, 1, rond-point Saint-Exupéry, Casablanca.	Tizi-N-Test 3-4.	Angle sud-ouest de la maison de « Bou-el-Madèn ».	500 ^m S. - 500 ^m E.	II
1.198	id.	Tizi-N-Test 7-8	Angle ouest de la maison sud de « Tital ».	3.200 ^m S. - 300 ^m O.	II

ÉTAT N° 3.

Liste des permis de recherche renouvelés au cours du mois d'août 1955.

11.160, 11.161 - II - M. Jacques Poli - Taouz.
 11.162, 12.336, 12.337, 13.114 - II - M. Omer de Ryck - Taouz.
 11.251 - II - Société de prospection et d'études minières du Maroc - Tizi-N-Test.
 11.262, 11.263 - II - Société d'entreprises minières du Sud marocain - Zagora.
 11.286 - II - Omnium nord-africain - Alougoum.
 11.577 - II - M. Joseph Abihssira - Maïdèr.

12.162, 12.163 - II - M^{me} Jeanne Berger - Maïdèr.
 12.164 - II - M^{me} Jeanne Berger - Maïdèr-Bou-Haïara.
 12.191 - II - M. Edmond Thibault - Oued-Tensift.
 12.426, 12.427, 12.495, 12.496 - II - Compagnie générale d'entreprises commerciales - Maïdèr-Todhra.
 12.428, 12.429 - II - Société Schneider et C^{ie} - Tiznit.
 12.430 - II - Société Schneider et C^{ie} - Taroudannt.
 12.431, 12.432 - II - Société Schneider et C^{ie} - Tafraoute.
 12.437, 12.438, 12.440 - II - Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid - Tiznit.
 12.439 - II - Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid - Tiznit-Tafraoute.
 12.509, 12.510, 12.511, 12.512, 12.513, 12.514 - II - Compagnie royale asturienne des mines - Marrakech-Nord.

- 12.612, 12.613, 12.614, 12.643, 12.700, 12.701, 12.702 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taliouine.
 12.703, 12.704, 12.705, 12.706 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taroudannt.
 12.707, 12.708 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taroudannt-Tafraoute.
 12.723 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taroudannt-Taliouine.
 12.737, 12.745 - II - Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid - Azemmour.
 12.738, 12.739, 12.740, 12.741, 12.742, 12.743, 12.744, 12.746, 12.747, 12.748, 12.749, 12.750, 12.751, 12.752, 13.285, 13.286 - II - Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid - Settat.
 12.753 - II - Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid - Mechrâ-Benâbbou.
 12.216 - II - Société Schneider et C^{ie} - Tiznit-Tafraoute.

ÉTAT N° 4.

Liste des permis d'exploitation renouvelés
au cours du mois d'août 1955.

- 509, 511, 512, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522 - II - Société minière de Bou-Azzèr et du Graara - Alogoum.
 670, 671, 672, 673, 674, 675 - II - Omnium nord-africain - Tizi-N°Test.
 683, 684, 685, 686 - II - Compagnie Tifnout-Tiranimine - Tizi-N°Test.
 729, 730 - II - Société des mines d'Aouli - Itzèr.
 1076 - II - Société anonyme des mines de Bou-Arfa - Bouârfa.
 1077 - II - Société minière des Gundafa - Boujad.

ÉTAT N° 5.

Liste des demandes de permis de recherche
annulées au cours du mois d'août 1955.

- 12.510 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Meknès.
 12.663 - II - Union minière de l'Atlas occidental - Marrakech-Sud 5-6.

ÉTAT N° 6.

Liste des permis de recherche annulés
au cours du mois d'août 1955.

- 4265, 4266, 4267, 4268, 4269, 4273, 4274, 4275, 4276, 4277, 4278 - IV - Société chérifienne des pétroles - Fès.
 4286 - IV - Société chérifienne d'études minières de Tizeroutine - Taza.
 8238 - II - Société minière et métallurgique de Peñarroya - Oujda.
 8244 - II - Union minière de l'Atlas occidental - Marrakech-Sud.
 8252 - II - Société d'exploitation de Tourtit et d'études minières - Midelt.
 8262 - II - Société internationale d'exploitation minière au Maroc - Debdou.
 8263 - II - Société internationale minière du Maroc - Taourirt-Debdou.
 11.302, 11.303, 11.304, 11.305, 11.306, 11.307, 11.308, 11.309, 11.310, 11.311, 11.312, 11.313 - II - M. Marcel Minguet - Oued-Tensift.
 11.341 - II - M^{me} Annette Bertin - Marrakech-Nord.
 12.671 - II - M. Eugène Lemaître - Tizi-N°Test.
 12.863 - II - M^{me} Renée Dufau, M. Guy Dufau, M. Serge Dufau - Midelt-Rich.
 12.876, 12.877, 12.878, 12.879, 12.880, 12.881, 12.882, 12.883, 12.884, 12.885, 12.886, 12.887, 12.888, 12.889 - II - M. Jacob Tordjman - Tadrha.
 12.890, 12.892, 12.894 - II - M. Antoine Souarez - Tafilalt.
 12.896, 12.897 - II - Société minière de l'Atlas marocain - Tafilalt - Tadrha.
 12.899, 12.900 - II - M. Louis Pittion - Rich.
 12.901 - II - Si Assou ou Moha ou Zaïd - Rich-Boudenib.
 12.903, 12.904, 12.905, 12.906 - II - M. Jacques Méresse - Tafilalt.
 12.907, 12.909, 12.910, 12.911 - II - Société minière de l'Atlas marocain - Maïdèr.
 12.912 - II - M. Lucien Régaldie - Tafilalt.
 12.913 - II - M. Elie Benchetrit - Tafilalt.

- 12.914, 12.915 - II - M. Olivier Artaud de la Ferrière - Tafilalt.
 12.918, 12.919 - II - Si Mohamed ben Ali - Midelt.
 12.920, 12.921 - II - Société générale d'exploration (société « Algemeenc Exploratie Maatschappij ») - Rheris.
 12.922 - II - M. Elie Tordjman - Maïdèr.
 12.923, 12.924 - II - Si Louassaïne ben El Hadj Mohaddach - Dadès.
 12.925, 12.926 - II - M. Vincent Guardiola - Tafilalt.
 12.927 - II - M. Simon Benittah - Rheris.
 12.928 - II - M. Mouchy Pinto - Midelt.
 12.929 - II - M. Abderrahman Guerinek - Rich.
 12.930 - II - M. Gaston Castel - Midelt.
 12.931 - II - Si Addi ou Moha ou Zaïd - Anoual.
 12.932 - II - M. Meyer Tordjman - Rheris.
 12.933, 12.943, 12.944 - II - M. Robert Kaskoreff - Rich.
 12.934 - II - M. Simon Pinto - Rich.
 12.935, 12.936, 12.937 - II - Si Mohamed Boukil et Si Hassan ben Lhabib - Midelt.
 12.938, 12.941 - II - Si Mohamed ben Hachem - Anoual.
 12.939 - II - M. Ilou ben Ichou - Rich.
 12.940 - II - Si Hadj Mohamed ben Saïd - Missour.
 12.942 - II - M. Abbou Amram - Midelt.
 12.945, 12.946 - II - M^{me} Micheline Postorino - Missour.
 12.947 - II - M. Lucien Henciot - Telouët.
 12.948 - II - M. Hubert Hovasse - Rich.
 12.949 - II - M. Hubert Hovasse - Midelt.
 12.952, 12.957 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Tafraoute-Taroudannt.
 12.958, 12.959 - II - Société marocaine d'études et d'explorations minières - Taliouine.
 12.960 - II - M. William Fuchs - Rich.
 12.961, 12.995, 12.996 - II - Entreprise générale immobilière de construction - Midelt.
 12.964, 12.965, 12.966 - II - Société Morocco - Demnate-Telouët.
 12.967, 12.970, 12.971, 12.972, 12.973, 13.001, 13.052, 13.053 - II - Société Morocco - Telouët.
 12.975, 12.976 - II - M. Henri Labbé de Champgrand - Oulmès—Moulay-Bouâzza.
 12.977 - IV - M. Henri Labbé de Champgrand - Marrakech-Sud.
 12.978 - IV - M. Henri Labbé de Champgrand - El-Borouj.
 12.979 - IV - M. Henri Labbé de Champgrand - Mechrâ-Benâbbou.
 12.980, 12.981, 13.018 - II - M. Henri Labbé de Champgrand - Mechrâ-Benâbbou.
 12.982, 12.983 - II - M. Henri Labbé de Champgrand - Kasba-Tadla.
 12.984, 12.985, 12.986 - II - M. Henri Labbé de Champgrand - El-Borouj.
 12.987, 12.988, 12.989, 12.990, 12.992 - II - Union minière d'outre-mer pour la prospection et l'étude du sous-sol - Oujda.
 12.991 - VI - M. Maklouf Hazout - Rich.
 12.993, 12.994, 13.017 - IV - M^{me} Annc-Marie Labbé de Champgrand - Marrakech-Nord.
 13.000 - II - M. Henri Labbé de Champgrand - Boujad.
 13.002 - II - M. Jean Faure - Oulmès—Moulay-Bouâzza.
 13.005, 13.006, 13.007, 13.008 - II - M^{me} Laurent Migeot - Demnate.
 13.009, 13.010, 13.011, 13.012, 13.013, 13.014 - II - M. Elias Benaim - Foum-el-Hassane.
 13.015, 13.016 - II - M^{me} Denise Bézière - Telouët.
 13.019 - IV - M. Paul Vaton - Mogador - Chichaoua.
 13.020, 13.021 - II - Omnium d'outre-mer - Telouët.
 13.022, 13.023, 13.024, 13.025, 13.026, 13.027, 13.028, 13.029, 13.033 - II - M. Miecislav Reklewski - Taza.
 13.030 - II - Si M'Hamed ou Madi - Jbel-Sarhro.
 13.031, 13.032 - II - Société civile minière du Tadla - Kasba-Tadla.
 13.034, 13.035, 13.036, 13.037 - II - Société minière d'Aouddine - Kasba-Tadla.
 13.040, 13.041, 13.042, 13.043, 13.044, 13.045, 13.046, 13.047, 13.048, 13.049, 13.050 - II - M^{me} Anne-Marie Labbé de Champgrand - Oued-Tensift.
 13.054, 13.055 - IV - M. Ladislav Potocki - Argana.
 13.059 - II - M. Mostapha Kara - Tafilalt.
 13.060, 13.061 - II - M. David Elkaïm - Zagora.
 13.062 - II - Si Amza ben Amza el Aouti - Boudenib.
 13.064 - II - M. Elie Benhamou - Tadrha.
 13.066 - II - M. Elie Benhamou - Maïdèr.
 13.067, 13.068, 13.069, 13.070, 13.071, 13.072, 13.073 - II - M. François Fabiani - Taouz.
 13.074, 13.075 - II - M. François Fabiani - Maïdèr.

13.076, 13.077, 13.078, 13.079, 13.080, 13.081, 13.082, 13.083, 13.084, 13.085, 13.086, 13.087, 13.088, 13.115 - II - M. Gabriel Fabiani - Maïdèr.
 13.090, 13.094 - II - M. Henri de la Ferrière - Maïdèr.
 13.092 - II - M. Henri de la Ferrière - Taouz-Maïdèr.
 13.093, 13.097, 13.098, 13.099, 13.100 - II - M. Henri de la Ferrière - Taouz.
 13.095, 13.096 - II - M. Charles Schmidt - Taouz.
 13.101 - II - M. Elie Tordjman - Taouz.
 13.102, 13.103, 13.104, 13.105, 13.106 - II - M. Pierre Brunel - Taouz.
 13.107, 13.108, 13.109, 13.110, 13.122 - II - Si Ghali Lamrani - Taouz.
 13.111, 13.112 - II - Si Mohamed ben Mekki - Taouz.
 13.116 - II - MM. Yalhia Nezri et Aaron Malka - Tafiltat.
 13.118, 13.119 - IV - M. Maxime Salvat - Oulmès.
 13.120, 13.121 - IV - M. Maxime Salvat - Khemissèt.

**Liste des permis d'exploitation annulés
au cours du mois d'août 1955.**

ETAT N° 7.

1063, 1064, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074 - II - Société minière de Bou-Azzèr et du Graara - Zagora.
 1078 - II - Société d'études et d'exploitations minières du Sarhro central - Jbel-Sarhro.
 1079 - II - Société des mines d'antimoine de l'Ichou-Mellal - Itzèr.

ETAT N° 8.

**Liste des permis de recherche et des permis d'exploitation
venant à échéance au cours du mois d'octobre 1955.**

N.B. — Le présent état est donné à titre purement indicatif. Les permis qui y figurent peuvent faire l'objet d'une demande de transformation ou d'une demande de renouvellement qui doit être déposée au service des mines à Rabat, au plus tard, le jour anniversaire de l'institution du permis.

Les terrains couverts par les permis dont la transformation ou le renouvellement n'aura pas été demandé dans le délai ci-dessus indiqué seront de plein droit (sauf pour les permis de première et quatrième catégories) rendus libres aux recherches à partir du lendemain du jour anniversaire de l'institution des permis venus à expiration, et de nouvelles demandes de permis visant ces terrains pourront être déposées.

Il est donné dans l'ordre pour chaque permis : le numéro du permis, sa catégorie, le nom du titulaire et celui de la coupure de la carte de reconnaissance sur laquelle le permis est situé.

a) *Permis de recherche institués le 7 octobre 1939.*

4306, 4307 - IV - Société chérifienne des pétroles - Larache.
 4308, 4309 - IV - Société chérifienne des pétroles - Ouezane.

b) *Permis de recherche institués le 16 octobre 1939.*

4564, 4565, 4566 - IV - Société chérifienne des pétroles - Meknès.

c) *Permis de recherche institués le 16 octobre 1948.*

8293 - II - Société internationale d'exploitation minière au Maroc - Debdoù.

8295 - II - M. Fouad Bechara - Marrakech-Sud.

8302, 8303 - II - Société minière des Rehamnas - Mechrâ-Benâbbou.

8308 - II - M. Henri Leymarie - Casablanca.

8309, 8310 - II - Société d'explorations minières au Maroc - Casablanca.

d) *Permis de recherche institués le 16 octobre 1952.*

13.336, 13.337 - II - M. Simon Benarroch - Todrha.

13.338 - II - M. Pierre Migeot - Oulmès.

13.339 - II - Société minière de l'Atlas marocain - Maïdèr.

13.340 - II - Société minière des Gundafa - Marrakech-Nord.

13.341 - II - M. Robert Koch - Argana.

13.342 - II - M. Victor André - Ouarzazate.

13.343 - II - Mine de l'Oued-Cherrat - Marchand.

13.344, 13.345 - II - M. Abel Soumeïllan - Aguelmous.

13.346 - II - M. Joseph Abihssira - Maïdèr.

13.347, 13.348 - II - M. David Elkaïm - Jbel-Sarhro.

13.349 - II - M. Albert Nezri - Todrha.

13.353 - II - Si Moulay Bachir ben Abderahman - Taouz.

13.354 - II - M. Goy Layec - Taourirt.

13.355, 13.356 - II - M. Fouad Bechara - Agadir-Tissint.

13.357, 13.358 - II - Mines de Saka - Taourirt.

13.359, 13.360 - II - Compagnie minière du djebel Sarhro-Sud - Jbel-Sarhro.

13.361, 13.362, 13.363, 13.373 - II - M. Edmond Thibault - Oued-Tensift.

13.364 - II - M. Jean Damidaux - Todrha.

13.365, 13.366, 13.367, 13.368, 13.369 - II - Société marocaine de mines et de produits chimiques - Oujda.

13.370, 13.371 - II - Société interafricaine d'entreprises - Maïdèr.

13.372 - II - Société des mines de Bou-el-Baroud - Taroudannt-Tafraoute.

13.373, 13.376, 13.377 - II - Société minière des Abda-Ahmar - Oued-Tensift.

13.378 - II - Société de recherches et de prospections minières des Rehamna - Mechrâ-Benâbbou.

13.379 - II - M. Abraham Hamu - Marrakech-Sud.

13.380 - II - Omnium de gérance industrielle et minière - Boujad.

13.381, 13.382, 13.383, 13.384, 13.385, 13.386, 13.387, 13.388 - II - M. Jean Migeot - Demnate.

13.389 - II - M. Jean Migeot - Boujad.

13.390, 13.391, 13.392 - II - M. Lucien Croux - Itzèr.

13.393 - II - M. David Elkaïm - Zagora.

13.394, 13.395, 13.396, 13.420, 13.421, 13.438, 13.439, 13.440, 13.441, 13.442, 13.443, 13.444, 13.445, 13.446 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taroudannt.

13.397, 13.398, 13.399, 13.400, 13.401, 13.402, 13.403, 13.404, 13.405, 13.406, 13.413, 13.414, 13.415, 13.416, 13.417, 13.418, 13.419, 13.422, 13.423 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taliouine.

13.407, 13.408, 13.409, 13.410, 13.411, 13.412, 13.424, 13.425, 13.426 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Tafraoute.

13.427, 13.428 - II - Si Moulay Ahmed ben Moulay Moh - Telouët.

13.429, 13.430, 13.431, 13.432 - II - M. Charles Allain - Taliouine.

13.433 - II - M. Henri Labarthe - Ouarzazate.

13.434, 13.435, 13.436, 13.437 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Tata.

13.447 - II - M. Charles Schmidt - Tafiltat-Taouz.

13.448, 13.449 - IV - M. Henri Labbé de Champgrand - Aguelmous.

13.450, 13.451 - II - M^{me} Anne-Marie Labbé de Champgrand - Mechrâ-Benâbbou.

e) *Permis d'exploitation institués le 16 octobre 1951.*

1060, 1061 - II - Omnium de gérance industrielle et minière - Boujad.

1075 - II - Société internationale d'exploitation minière au Maroc - Taourirt-Debdoù.

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES PARTICULIERS.

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES

Arrêté du ministre plénipotentiaire, conseiller du Gouvernement chérifien, du 31 août 1955 fixant la date des élections des représentants du personnel relevant de la direction des affaires chérifiennes dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires.

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE,
CONSEILLER DU GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN,**

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement, tel qu'il a été complété et modifié par l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 et l'arrêté viziriel du 16 février 1951 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement ;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 janvier 1951 formant statut du cadre des commissaires du Gouvernement chérifien ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 avril 1946 formant statut du personnel des secrétariats des juridictions marocaines ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 décembre 1946 créant et organisant un cadre particulier de topographes de la direction des affaires chérifiennes ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 juin 1946 portant création d'un cadre d'employés et agents publics et fixant leur statut,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel relevant de la direction des affaires chérifiennes qui seront appelés à siéger en 1956 et 1957 dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires, aura lieu le 21 décembre 1955.

ART. 2. — Pour l'éligibilité et pour le vote les fonctionnaires de la direction des affaires chérifiennes sont classés dans les cadres et grades suivants qui comportent le nombre total de représentants ci-après :

CADRES ET GRADES	NOMBRE de représentants
Corps des commissaires du Gouvernement chérifien comprenant les deux grades suivants : Commissaires du Gouvernement chérifien ..	2
Commissaires adjoints du Gouvernement chérifien	2
Corps des secrétaires-greffiers des juridictions marocaines comprenant les trois grades suivants : Secrétaires-greffiers en chef	2
Secrétaires-greffiers	2
Secrétaires-greffiers adjoints	2
Corps des commis-greffiers des juridictions marocaines (commis-greffiers principaux et commis-greffiers), constituant un seul grade	4
Corps des topographes, constituant un seul grade ..	2
Corps des agents publics, constituant un seul grade.	3

Les listes comporteront obligatoirement, pour chacun des grades où elles entendent être représentées, autant de candidats que le grade comporte de représentants.

Ces listes qui devront mentionner le nom du candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales et être appuyées des demandes établies et signées par les candidats, devront être déposées à la direction des affaires chérifiennes (bureau du personnel), avant le 25 novembre 1955, dernier délai. Elles seront publiées au *Bulletin officiel* du 3 décembre 1955.

ART. 3. — Le dépouillement des votes aura lieu, le 28 décembre 1955, dans les conditions fixées par l'arrêté résidentiel susvisé du 30 décembre 1947.

ART. 4. — La commission de dépouillement des votes sera composée de :

MM. Casanova, chef de bureau, président ;
Leguiel, secrétaire d'administration ;
Lacane, commis-greffier principal.

Rabat, le 31 août 1955.

Pour le ministre plénipotentiaire,
conseiller du Gouvernement chérifien.

Le directeur adjoint
des affaires chérifiennes,
MAURICE COUSTAUD

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 3 septembre 1955 relatif à l'élection des représentants du personnel de la direction de l'intérieur (division des affaires municipales) dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement, tel qu'il a été complété ou modifié par l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel relevant de la direction générale de l'intérieur dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement de ce personnel, pour les années 1956 et 1957, est fixée au 12 décembre 1955 pour les cadres ci-après indiqués, relevant de la division des affaires municipales :

- a) Régies municipales ;
- b) Chefs de division et attachés de municipalité ;
- c) Sapeurs-pompiers professionnels ;
- d) Cadres techniques des municipalités ;
- e) Secrétaires administratifs de municipalités ;
- f) Employés et agents publics.

ART. 2. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des corps composant les cadres désignés ci-dessus.

Chaque liste devra porter, pour chacun des grades où elle entend être représentée, les noms d'un nombre de candidats obligatoirement égal au nombre de représentants prévu ci-dessous.

A. — CADRE DES RÉGIES MUNICIPALES.

I. — Corps des contrôleurs principaux et contrôleurs.

Contrôleurs principaux : 2 représentants ;

Contrôleurs : 4 représentants.

II. — Corps des agents principaux et agents de constatation et d'assiette.

Constituant un seul grade : 4 représentants.

B. — CADRE DES CHEFS DE DIVISION ET ATTACHÉS DE MUNICIPALITÉ.

Chefs de division : 2 représentants ;

Attachés de 2^e classe : 2 représentants ;

Attachés de 3^e classe : 2 représentants.

C. — CADRE DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS.

I. — Corps des officiers.

Commandant, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, constituant un seul grade : 2 représentants.

II. — Corps des sous-officiers.

Adjudants-chefs, adjudants, sergents-chefs, sergents, constituant un seul grade : 4 représentants.

III. — Corps des caporaux et sapeurs.

Caporaux, sapeurs de 1^{re} classe et sapeurs, constituant un seul grade : 4 représentants.

D. — CADRES TECHNIQUES DES MUNICIPALITÉS.

1^o Corps des inspecteurs principaux et inspecteurs des plans de ville, des travaux municipaux et des plantations, constituant un seul grade : 2 représentants ;

2^o Corps des dessinateurs principaux et dessinateurs (plans de villes), contrôleurs principaux et contrôleurs (travaux municipaux et plantations), formant un seul grade : 4 représentants ;

3° Corps des agents techniques principaux et des agents techniques, constituant un seul grade : 2 représentants.

E. — CADRE DES SECRÉTAIRES ADMINISTRATIFS DE MUNICIPALITÉS.

Secrétaires administratifs de 1^{re} classe : 4 représentants ;
Secrétaires administratifs de 2^e classe : 4 représentants.

F. — CADRE DES EMPLOYÉS ET AGENTS PUBLICS.

Employés et agents de 1^{re} catégorie : 2 représentants ;
Employés et agents de 2^e catégorie : 4 représentants ;
Employés et agents de 3^e catégorie : 4 représentants ;
Employés et agents de 4^e catégorie : 4 représentants.

ART. 3. — Chacune de ces listes devra être appuyée des demandes établies et signées par les candidats et mentionner le nom de celui qui sera habilité à les représenter dans les opérations électorales.

ART. 4. — Les listes des candidats devront parvenir à la direction de l'intérieur (division des affaires municipales), le 12 novembre 1955, au plus tard.

Elles seront publiées au *Bulletin officiel* du Protectorat du 25 novembre 1955.

ART. 5. — Le dépouillement des votes aura lieu le 20 décembre 1955, à la division des affaires municipales, à Rabat.

ART. 6. — La commission de dépouillement des votes sera composée de :

MM. Calvet, attaché de contrôle de 3^e classe ;
Flamant, secrétaire administratif de 1^{re} classe ;
Collardeau, secrétaire administratif stagiaire.

Rabat, le 3 septembre 1955.

Pour le directeur général de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

CAPITANT.

**OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES**

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 7 septembre 1955 portant recrutement d'ouvriers d'Etat des installations électromécaniques de 3^e catégorie au moyen d'essais professionnels.

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,**

Vu l'arrêté du 8 juillet 1950 portant organisation du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones et les arrêtés viziriel qui l'ont modifié ou complété, et notamment l'arrêté viziriel du 10 septembre 1953 ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1954 déterminant les conditions de recrutement et de nomination des ouvriers d'Etat de 3^e catégorie du service des installations électromécaniques de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des essais professionnels pour le recrutement d'ouvriers d'Etat des installations électromécaniques de 3^e catégorie sont organisés à la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

ART. 2. — A titre transitoire, la date du 25 octobre 1955 a été fixée comme date limite de dépôt des candidatures pour la série d'essais prévus pour le mois de décembre 1955 ; ces candidatures seront classées selon l'ordre des résultats obtenus auxdits essais.

Les candidats qui formuleront leur demande après le 25 octobre 1955 seront appelés à subir les essais professionnels organisés ultérieurement, selon l'ordre chronologique du dépôt de leur demande.

ART. 3. — Des emplois seront réservés aux candidats de nationalité marocaine dans une proportion de 30 % des nominations au minimum.

Rabat, le 7 septembre 1955.

Pour le directeur de l'Office des postes,
des télégraphes et des téléphones,

Le directeur adjoint,

LACROZE.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 septembre 1955, M. Dulière Jacques, contrôleur civil, est nommé *directeur du cabinet du secrétaire général du Protectorat* à compter du 8 septembre 1955.

Est reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 12 février 1951, avec ancienneté du 12 février 1950, et promu au 2^e échelon de son grade du 12 février 1952 : M. Fricaud-Chagnaud Charles.

L'intéressé, placé dans la position de disponibilité pour accomplir ses obligations militaires du 24 avril 1952, est réintégré dans son emploi du 15 avril 1953, avec ancienneté du 12 février 1952, et promu *secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon)* du 1^{er} mars 1954.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 2 août 1955 rapportant les arrêtés des 16 avril, 7 mai 1952, 28 avril, 14 octobre 1953 et 14 mai 1954.)

Sont nommés :

Secrétaire d'administration principal, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Azzopardi Emile, secrétaire d'administration principal, 2^e échelon ;

Commis principal de 1^{re} classe du 19 octobre 1955 : M^{me} Morati Léona, commis principal de 2^e classe.

(Arrêtés du secrétaire général du Protectorat du 16 août 1955.)

Sont nommées, en application de l'arrêté viziriel du 22 septembre 1954, *secrétaires documentalistes de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1955 : M^{mes} Moliner Emilienne, secrétaire sténodactylographe, 3^e échelon, et Dominique Henriette, agent temporaire. (Arrêtés du secrétaire général du Protectorat des 1^{er} et 9 août 1955.)

Est nommé, après concours, *commis stagiaire* du 1^{er} juin 1955 : M. Jirari Abdejlil, commis temporaire. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 16 août 1955.)

*
*
*

JUSTICE FRANÇAISE.

Est promu *secrétaire-greffier adjoint de classe exceptionnelle* du 1^{er} septembre 1955 : M. Deville Pierre, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe. (Arrêté du premier président du 4 août 1955.)

Est placée dans la position de disponibilité pour convenances personnelles du 1^{er} septembre 1955 : M^{lle} Dayan Marie, dactylographe, 5^e échelon. Arrêté du premier président du 22 juillet 1955.)

Est nommé *secrétaire-greffier adjoint stagiaire* du 3 juillet 1955 : M. Allet Jean, titulaire de la licence en droit. (Arrêté du premier président du 16 juillet 1955.)

Sont promus du 1^{er} septembre 1955 :

Secrétaire-greffier en chef hors classe (1^{er} échelon) : M. Bourdichon Maurice, secrétaire-greffier en chef de 1^{re} classe ;

Secrétaire-greffier de 3^e classe : M. Vuillermet René, secrétaire-greffier de 4^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe : M. Gaudet Roger, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe : M. Médjad Ibrahim, secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe : M. Mortreux Émile, commis principal de 2^e classe ;

Commis principal de 2^e classe : M. Cucchi Jacques, commis principal de 3^e classe ;

Commis de 1^{re} classe : M. Ducruet Pierre, commis de 2^e classe ;

Commis de 2^e classe : M^{lles} Nezan Sergine et Camicel Marie-Louise, commis de 3^e classe ;

Interprète judiciaire de 4^e classe : M. Belyazid Abdallah, interprète judiciaire de 5^e classe.

(Arrêté du premier président de la cour d'appel du 4 août 1955.)

Est réintégrée dans son emploi du 1^{er} septembre 1955 : M^{lle} Cournac Lilliane, dactylographe, 2^e échelon, en disponibilité. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 25 juillet 1955.)

Est promu *commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans)* du 1^{er} septembre 1955 : M. Delteil Joseph, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans). (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 11 août 1955.)

Est reclassé *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 9 août 1951 (bonification pour services d'auxiliaire : 2 ans 3 mois 28 jours), et promu *chaouch de 5^e classe* du 1^{er} septembre 1954 : M. Bourhim Abderrahmane, chaouch de 6^e classe. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 17 août 1955.)

Sont titularisés et nommés *chaouchs de 8^e classe* :

Du 1^{er} avril 1955 et reclassé *chaouch de 7^e classe* à la même date, avec ancienneté du 18 juin 1952 (bonification pour services militaires : 5 ans 9 mois 13 jours) : M. Sibouria Bouchta ;

Du 1^{er} juin 1955 et reclassé *chaouch de 7^e classe* à la même date, avec ancienneté du 9 juin 1954 (bonification pour services militaires : 3 ans 11 mois 22 jours) : M. Khossossi Mohamed.

chaouchs temporaires.

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel des 14 et 21 juin 1955.)

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Sont titularisés et nommés *secrétaires-greffiers adjoints de 4^e classe* :

Du 1^{er} juillet 1954 : MM. Moulay Hachem ben Mohamed Lalaoui et Thami ben Hadj Ahmed el Jay, secrétaires-greffiers adjoints stagiaires des juridictions makhzen ;

Du 10 décembre 1954 : M. Dellal Mohamed, secrétaire-greffier adjoint stagiaire des juridictions coutumières.

(Arrêtés directoriaux du 11 juillet 1955.)

Est promu *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 1^{er} mars 1955 : M. Amara Ahmed, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe des juridictions makhzen. (Arrêté directorial du 20 juillet 1955.)

Est promu *agent public hors catégorie, 2^e échelon* du 1^{er} juillet 1954 : M. Gilles Marc, agent public hors catégorie, 1^{er} échelon. (Arrêté directorial du 25 juillet 1955.)

Est nommé *agent public hors catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1955 : M. Courcier Paul, agent public temporaire. (Arrêté directorial du 25 août 1955.)

* * *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Est intégré dans le cadre de la direction générale de l'intérieur en qualité de *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1955 : M. Bosc Roger, commis, 4^e échelon de la préfecture de la Haute-Garonne. (Arrêté directorial du 25 juillet 1955.)

Sont nommés, après concours :

Du 1^{er} juillet 1955 :

Commis stagiaires : MM. Azoulay Jean-Pierre, Eichelbrenner Marc-Georges, Lantelme René, Léandri Jacques, Maaza Abdelkader, Portier Gérard, M^{me} Rousseau Lucie et M. Schlater Louis ;

Commis d'interprétariat stagiaires : MM. Abderrahmane ben Abdelaziz, Benjelloun-Touimy Hassan, Haïda Brahim et Zegrari Ahmed ;

Commis stagiaire du 1^{er} août 1955 : M. Benadiba Roger.

(Arrêtés directoriaux des 2, 4, 5, 10, 26 et 29 août 1955.)

Sont nommés, après concours, du 1^{er} juillet 1955 :

Commis stagiaires : M^{lle} Belhacèn Eliane, MM. Delcuze Robert, Faïdy Hamid, Favennec René, Olmiccia Raymond, Oudammar el Mokhtar, M^{me} Pérez Louise, MM. Raumann Émile, Sauton Alain et M^{lle} Stéphanopoli Noëlle ;

Commis d'interprétariat stagiaires : MM. Benlarbi Mohammed, Elkassimy Ahmed, Khadacha Boucheta et Rezkallah Sidi Mohamed.

(Arrêtés directoriaux des 19, 30, 31 août et 5 septembre 1955.)

Sont promus :

Secrétaire administratif de contrôle de 2^e classe (5^e échelon) du 9 août 1955 : M. Canavaggio Robert, secrétaire administratif de contrôle de 2^e classe (4^e échelon) ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1955 : M. Tafani Don Clément, commis principal de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 12 et 22 août 1955.)

Sont reclassés :

Chef de bureau d'interprétariat de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1951, avec ancienneté du 15 février 1950, et promu *chef de bureau d'interprétariat hors classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 15 mars 1952 : M. Viguié Pierre, chef de bureau d'interprétariat de 1^{re} classe ;

Interprète principal de 1^{re} classe du 1^{er} août 1951, avec ancienneté du 29 décembre 1950, et promu *interprète principal hors classe* du 29 avril 1953 : M. Thauvin Gabriel, interprète principal de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux du 2 août 1955.)

Sont promus :

Attaché de municipalité de 2^e classe (2^e échelon) du 1^{er} septembre 1955 : M. Monjot Jean, attaché de municipalité de 2^e classe (1^{er} échelon) ;

Inspecteur principal des plans de ville de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1955 : M. Girard Jean, inspecteur principal des plans de ville de 2^e classe ;

Dessinateur des plans de ville de 5^e classe du 3 septembre 1955 : M. Abécassis Jacob, dessinateur des plans de ville de 6^e classe ;

Dessinateur des plans de ville de 4^e classe du 1^{er} août 1955 : M. Esmiol Félix, dessinateur des plans de ville de 5^e classe ;

Secrétaire administratif de municipalité de 2^e classe (4^e échelon) du 1^{er} janvier 1955 : M^{me} Breton Arlette, secrétaire administratif de municipalité de 2^e classe (3^e échelon) ;

Secrétaire administratif de municipalité de 2^e classe (2^e échelon) du 1^{er} septembre 1955 : M. Laraïchi Abdelkader, secrétaire administratif de municipalité de 2^e classe (1^{er} échelon) ;

(Arrêtés directoriaux des 1^{er} juin, 12 juillet, 2 et 5 septembre 1955.)

*
*
*

DIRECTION DES FINANCES.

Est nommé, après concours, au service de la taxe sur les transactions, *commis d'interprélatariat stagiaire* du 1^{er} juillet 1955 : M. Loubaris Mekki. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

Est reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} juillet 1950, avec ancienneté du 16 avril 1949, élevé au 2^e échelon de son grade du 16 avril 1951, au 3^e échelon du 16 avril 1953 et promu *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* du 16 avril 1955 : M. Mermot Guy, secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon). (Arrêté directorial du 6 août 1955.)

Est reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1954 : M. Mohamed Ouazzani, secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon). (Arrêté directorial du 19 août 1955.)

Sont titularisés et nommés, aux services des impôts urbains et des impôts ruraux, du 10 mars 1954 :

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, et promu *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} décembre 1954 : M. Mengual André ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 8 juillet 1948 (bonification pour services militaires : 5 ans 8 mois 2 jours), reclassé *contrôleur, 3^e échelon* à la même date, avec ancienneté du 8 juillet 1952, et promu *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} décembre 1954 : M. Colombani Paul ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1953 : M. Fiamma Paul ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 18 décembre 1949 (bonification pour services militaires : 4 ans 2 mois 22 jours), et reclassé *contrôleur, 3^e échelon*, à la même date, avec ancienneté du 18 décembre 1953 : M. Lopez Jean ;

Contrôleur, 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mai 1952, et promu *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} mai 1954 : M. Julia André ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 14 août 1950 (bonification pour services militaires : 3 ans 6 mois 26 jours), reclassé *contrôleur, 2^e échelon* à la même date, avec ancienneté du 14 août 1952, et promu *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} janvier 1955 : M. Pieri Gaston ;

Contrôleur, 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1952, et promu *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} mai 1955 : M. Thépaut Yves ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, et promu *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} juin 1954 : M. Ben Haïem Chelomou ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} juin 1952, et promu *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} janvier 1955 : M. Astoul Pierre ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 10 juillet 1952 (bonification pour services militaires : 1 an 8 mois), et promu *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} janvier 1955 : M. Scoffoni Pierre ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 23 décembre 1952 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 17 jours), et promu *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} janvier 1955 : M. Frasson René ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 2 juin 1953 (bonification pour services militaires : 9 mois 8 jours), et promu *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} septembre 1955 : M. Magnin Yves ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 20 mars 1953 (bonification pour services militaires : 11 mois 20 jours), et promu *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} novembre 1955 : M. Montlahuc André ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1954 : M^{me} Mengual Yolande,

contrôleurs, 1^{er} échelon (stagiaires).

(Arrêtés directoriaux du 9 août 1955.)

Sont titularisés et nommés, au service de la taxe sur les transactions, *chaouchs de 8^e classe* du 1^{er} janvier 1955 et reclassés *chaouchs de 7^e classe* à la même date :

Avec ancienneté du 13 septembre 1951 (bonifications pour services militaires de guerre : 3 ans 3 mois 25 jours ; et pour services civils : 2 ans 11 mois 23 jours) : M. Rochdi Ghazi ;

Avec ancienneté du 19 novembre 1953 (bonifications pour services militaires de guerre : 10 mois 14 jours ; et pour services civils : 3 ans 11 mois 26 jours) : M. Lahoucine ben Ahmed,

chaouchs temporaires.

(Arrêtés directoriaux du 10 juin 1955.)

Sont titularisés et reclassés au service des perceptions :

Fqih de 4^e classe du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 17 janvier 1952 : M. Khenoussi Hachem ;

Du 1^{er} mai 1955 :

Fqih de 6^e classe :

Avec ancienneté du 22 juillet 1954 : M. El Hichami Hamid ;

Avec ancienneté du 28 janvier 1955 : M. Mountassir Cherkaoui ;

Fqih de 7^e classe, avec ancienneté du 13 septembre 1954 : M. Chakir Mohamed,

aides-comptables temporaires.

(Arrêtés directoriaux du 6 juillet 1955.)

Est titularisé et reclassé *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} février 1955, avec ancienneté du 7 mars 1952 : M. Boukhris Mohamed, *chaouch temporaire*. (Arrêté directorial du 12 juillet 1955.)

Est réintégré dans son emploi du 1^{er} août 1955 : M. Remoiville Marcel, agent de recouvrement, 1^{er} échelon (stagiaire) du service des perceptions, en disponibilité pour obligations militaires. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Sont nommés, après concours, *stagiaires des perceptions* du 1^{er} juillet 1955 : M. Barthelet Claude, *contrôleur, 5^e échelon*, M. Pérez André, *contrôleur, 3^e échelon*. (Arrêtés directoriaux du 22 août 1955.)

Est titularisée et nommée, après concours, *dactylographe, 1^{er} échelon* du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 8 juin 1953 (bonification pour services civils : 1 an 8 mois 23 jours) : M^{me} Benchetrit Louise, *dactylographe temporaire* au service des perceptions. (Arrêté directorial du 6 juillet 1955.)

*
*
*

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est nommé *chef de bureau de circonscription de 3^e classe* du 1^{er} avril 1955 : M. Baylon Francis, *chef de bureau d'arrondissement principal de 1^{re} classe*. (Arrêté directorial du 11 août 1955.)

Est titularisé et reclassé *commis de 2^e classe* du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 15 janvier 1953 : M. Rumeau Jean, *commis stagiaire*. (Arrêté directorial du 29 juillet 1955.)

Est dispensé du stage et reclassé *agent technique de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1953, avec ancienneté du 29 mars 1953 : M. Gomez Georges, *agent technique stagiaire*. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Sont promus :

Adjoint technique principal de 2^e classe du 1^{er} septembre 1955 : M. Estienne Maurice, *adjoint technique principal de 3^e classe* ;
Chef chaouch de 2^e classe du 1^{er} juillet 1955 : M. Brahim ben Mohamed, *chaouch de 1^{re} classe*.

(Arrêtés directoriaux des 12 et 16 août 1955.)

Est reclassée *dactylographe, 2^e échelon* du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 10 avril 1953 : M^{me} Holmière Lilian, *dactylographe, 1^{er} échelon*. (Arrêté directorial du 1^{er} août 1955.)

Est titularisée et reclassée *commis de 3^e classe* du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 16 juin 1953 : M^{lle} Benayoun Eliane, *commis stagiaire*. (Arrêté directorial du 29 juillet 1955.)

Est dispensé de stage et reclassé *agent technique de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 17 juillet 1952, et promu *agent technique principal de 3^e classe* du 1^{er} mai 1955 : M. Carlo Guy, *agent technique stagiaire*. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Est titularisé et reclassé *commis de 2^e classe* du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 19 mars 1952, et *commis de 1^{re} classe* du 19 septembre 1954, avec ancienneté du 3 février 1954 : M. Valette Pierre, *commis stagiaire*. (Arrêté directorial du 6 août 1955.)

Est nommé, pour ordre, *ingénieur subdivisionnaire de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 11 février 1954 : M. Bulle Jacques, *ingénieur des T.P.E. de 4^e classe*, en service détaché. (Arrêté directorial du 30 juillet 1955.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé *sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon (caporal de plus de 20 hommes)* du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1946 : M. M'labber Farès, *agent journalier*. (Arrêté directorial du 3 janvier 1955.)

Est titularisé et nommé *sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon (manœuvre spécialisé)* du 1^{er} janvier 1951 : M. Gamrani Boubekeur, *agent journalier*. (Arrêté directorial du 8 août 1955.)

* * *

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES

Sont promus :

Du 1^{er} juillet 1955 :

Ingénieur principal des mines de 2^e classe : M. Mira Henri, *ingénieur principal des mines de 3^e classe* ;

Géologue principal de 2^e classe : M. Bolelli Edmond, *géologue principal de 3^e classe* ;

Ingénieur subdivisionnaire des mines de 3^e classe : M. Cornu Paul, *ingénieur subdivisionnaire des mines de 4^e classe* ;

Dessinateur-cartographe de 3^e classe : M. Ghalem ben Allal, *dessinateur-cartographe de 4^e classe* ;

Agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon : M. Fernandez Lorenzo, *agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon* ;

Chaouch de 3^e classe : M. Lahcèn ben Djilali, *chaouch de 4^e classe* ;

Du 1^{er} août 1955 :

Agents techniques principaux de 2^e classe : M^{me} Carillo Paule et M. Schlouch Charles, *agents techniques principaux de 3^e classe* ;

Chef chaouch de 1^{re} classe : M. Larbi ben Abbès, *chef chaouch de 2^e classe* ;

Du 1^{er} septembre 1955 :

Géologue de 1^{re} classe : M. Bourgin René, *géologue de 2^e classe* ;
Chimiste de 1^{re} classe : M. Simeray Maurice, *chimiste de 2^e classe* ;
Contrôleur principal des mines de 2^e classe : M. Ouertal Joseph, *contrôleur principal des mines de 3^e classe* ;

Opérateur-cartographe principal de 5^e classe : M. Mérillacq Pierre, *opérateur-cartographe de 1^{re} classe* ;

Dessinateur-cartographe de 1^{re} classe : M. Irinitz Gabriel, *dessinateur-cartographe de 2^e classe* ;

Commis principal de 1^{re} classe : M. Deiller Christian, *commis principal de 2^e classe* ;

Dactylographe, 7^e échelon : M^{me} Petit Maria, *dactylographe, 6^e échelon* ;

Sténodactylographe de 2^e classe du 6 septembre 1955 : M^{me} Mellul Solange, *sténodactylographe de 3^e classe*.

(Arrêtés directoriaux du 9 février 1955.)

* * *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS.

Est nommé, au service topographique, *sous-agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon (porte-mire)* du 1^{er} juin 1955 : M. Mohamed ben Tayebi ben Thami, *agent occasionnel*. (Arrêté directorial du 9 juin 1955.)

Est considéré comme démissionnaire et rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts du 1^{er} octobre 1955 : M. Bartoli François, *adjoint du cadastre stagiaire*. (Arrêté directorial du 9 août 1955.)

Est nommé, après concours, *adjoint du cadastre stagiaire (section terrain)* du 1^{er} août 1955 : M. Ripoll Jean, *agent public temporaire de 3^e catégorie (opérateur)*. (Arrêté directorial du 21 juillet 1955.)

Est reclassé *ingénieur géomètre adjoint de 3^e classe* du 12 avril 1955, avec ancienneté du 27 octobre 1951 (bonification pour services militaires : 1 an 4 mois 26 jours) : M. Goutay Robert, *ingénieur géomètre adjoint de 3^e classe*. (Arrêté directorial du 21 juillet 1955.)

Sont reclassés, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *commis de 3^e classe* du 1^{er} mai 1955 :

Avec ancienneté du 9 novembre 1954 : M. Machet Albert ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : M. Meillon Claude,

commis de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 2 juillet 1955.)

Est nommé, après concours, au service topographique chérifien, *adjoint du cadastre stagiaire (section terrain)* du 1^{er} août 1955 : M. Bensoussan Roger, *agent public temporaire de 3^e catégorie (opérateur)*. (Arrêté directorial du 21 juillet 1955.)

Sont promus :

Ingénieur principal des services agricoles, 4^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M. de Beauchamp Georges, *ingénieur principal, 3^e échelon* ;

Inspecteur principal de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales de 1^{re} classe (avant 2 ans) du 1^{er} septembre 1955 : M. Buoncristiani André, *inspecteur principal de 2^e classe* ;

Commis principal de classe exceptionnelle (indice 240) du 1^{er} septembre 1955 : M. Piras Charles, *commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans)* ;

Commis principaux hors classe du 1^{er} septembre 1955 : MM. Rizzo Dante et Girard Louis, *commis principaux de 1^{re} classe* ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Malka Rosette, *commis principal de 2^e classe* ;

Sténodactylographe de 5^e classe du 1^{er} septembre 1955 : M^{me} Encaoua Suzanne, sténodactylographe de 6^e classe ;

Dactylographes, 7^e échelon ;

Du 1^{er} septembre 1955 : M^{me} Daviray Camille ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Baéza Yvonne, dactylographes, 6^e échelon ;

Dactylographe, 4^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M^{me} Le Moëlic Antoinette, dactylographe, 3^e échelon ;

Dactylographe, 3^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M^{lle} Sriqui Gracia, dactylographe, 2^e échelon ;

Dame employée de 2^e classe du 1^{er} septembre 1955 : M^{lle} Morizot Madeleine, dame employée de 3^e classe ;

Dame employée de 5^e classe du 1^{er} septembre 1955 : M^{me} Lhéritier Régine, dame employée de 6^e classe ;

Moniteur agricole de 4^e classe du 1^{er} septembre 1955 : M^{me} Cogny Camille, moniteur agricole de 5^e classe ;

Moniteurs agricoles de 8^e classe du 1^{er} septembre 1955 : MM. Gruhn Henri et Dupin René, moniteurs agricoles de 9^e classe ;

Agent public de 2^e catégorie, 9^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M. Caudrec Marcel, agent public, 8^e échelon ;

Agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon du 1^{er} septembre 1955 : M. Vidal André, agent public, 4^e échelon.

(Arrêtés directoriaux des 19, 22 et 26 août 1955.)

Est nommée, après concours, *dactylographe, 1^{er} échelon* du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Olmo Laure, dactylographe temporaire. (Arrêté directorial du 8 août 1955.)

Sont nommées *agents publics de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* : Du 1^{er} janvier 1955 : M^{lle} Soquet Jeanne et M^{me} Cudel Lucienne, agents publics à la journée ;

Du 16 février 1955 : M^{lle} Zacharie Gabrielle, dactylographe temporaire.

(Arrêtés directoriaux des 21-juillet, 1^{er} et 10 août 1955.)

Est promu *commis de 2^e classe* du 1^{er} mai 1955 : M. Magnin Jean, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 25 juillet 1955.)

Est nommé, après concours, au service topographique chérifien, *élève dessinateur-calculateur* du 1^{er} août 1954 : M. Joly Edmond, agent occasionnel. (Arrêtés directoriaux des 17 août 1954, 26 février et 18 août 1955.)

Est promu *vétérinaire-inspecteur de l'élevage de 2^e classe (4^e échelon)* du 1^{er} octobre 1955 : M. Tailly Pierre, vétérinaire-inspecteur de 2^e classe (3^e échelon). (Arrêté directorial du 2 septembre 1955.)

Est titularisé et nommé *commis de 3^e classe* du 20 septembre 1955 : M. Touraine Gérard, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 8 août 1955.)

Est nommé, après examen professionnel, *moniteur agricole de 9^e classe* du 1^{er} février 1955 : M. Benali Abderrazak, moniteur agricole journalier. (Arrêté directorial du 30 mars 1955.)

Sont nommés, après concours :

Vétérinaire-inspecteur stagiaire de l'élevage du 3 juillet 1955 : M. Fromentin Gérard ;

Adjoint technique stagiaire du génie rural du 1^{er} août 1955 : M. Besanval Georges ;

Commis stagiaires du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Tur Raymonde, dame employée qualifiée journalière, et M. Albérola Joseph, agent temporaire ;

Dactylographe, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1955 : M^{lle} Cordier Roberte, dactylographe journalière.

(Arrêtés directoriaux des 12 juillet, 5, 7, 8 et 11 août 1955.)

Sont nommés *agents publics de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} janvier 1955 : MM. Hautbourg René et Labry Henry, agents publics journaliers. (Arrêtés directoriaux des 23 et 28 juillet 1955.)

Est nommé, après concours, au service topographique chérifien, *ingénieur géomètre adjoint stagiaire* du 1^{er} juillet 1955 : M. Izaute Pierre, agent public occasionnel, 3^e catégorie (opérateur). (Arrêté directorial du 27 juin 1955.)

Est placé dans la position de disponibilité pour satisfaire à ses obligations militaires du 18 août 1955 : M. Gallot Georges, ingénieur géomètre adjoint stagiaire. (Arrêté directorial du 22 août 1955.)

Est promu, au service de la conservation foncière, *chef de bureau d'interprétariat de classe exceptionnelle* du 1^{er} mars 1955 : M. Kateb el Hocine, chef de bureau d'interprétariat hors classe. (Arrêté directorial du 13 août 1955.)

Est nommé, au service de la conservation foncière, *chaouch de 8^e classe* du 1^{er} janvier 1955 et reclassé au même grade à la même date, avec ancienneté du 8 mars 1953 (bonifications pour services militaires, blessure et citation : 1 an 9 mois 23 jours) : M. Eddaïf Mohammed, agent temporaire. (Arrêté directorial du 9 juin 1955.)

*
*
*

DIRECTION DU COMMERCE ET DE LA MARINE MARCHANDE.

Sont nommées, après concours, *dactylographes, 1^{er} échelon* du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Dufois Cécile, M^{lle} Elkabas Florence, M^{mes} Echar-dour Liliane, Olivier Suzanne et Garcia Lucienne, dactylographes temporaires. (Arrêtés directoriaux du 6 août 1955.)

*
*
*

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont nommés :

Du 1^{er} octobre 1955 :

Professeurs licenciés, 1^{er} échelon :

Sans ancienneté : M. Paillard Yvan ;

Avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Leclerc Norma ;

Avec 1 an 10 mois 17 jours d'ancienneté : M^{lle} Sébastien Marie ;

Avec 2 ans d'ancienneté et promu au 2^e échelon de son grade à la même date : M. Kahak Abdelkader ;

Surveillante générale, 2^e échelon, avec 2 ans 2 mois d'ancienneté : M^{me} Magnaschi Raymonde ;

Répétiteur surveillant de 4^e classe (cadre unique, 2^e ordre), avec 1 an 7 mois 16 jours d'ancienneté : M. Radeau Ambroise ;

Sous-intendante stagiaire : M^{lle} Guichardièrre Andrée ;

Instituteur et institutrices stagiaires : M. Licari Gérard, M^{mes} Dubois Odile, Couret Micheline, Bataillard Claude, Bassani Françoise, Marty Jeanne, Seignan Paulette, Miramont Annette, Roux Alictte, Ettori Rosine, Mallaroni Marie-Dominique, Goarin Anyvonne et Herbouze Janine ;

Instituteurs et institutrices stagiaires du cadre particulier : MM. Nacer Houssaïn, Banchereau Roland, Capponi Paul, Ferrand Michel, Mangeard Roger, Ouslimani Aomar, Beaumont André, Bouita Slimane, Michel Jean ; M^{mes} et M^{lle} Russo Annie, Périn Odette, Padovani Marie-Françoise, Allard Marie-Thérèse, Desgranges Jacqueline, Mannei Angèle, Tinlot Renée, Bertrand Michèle, Colonna Claude,

Chiari Thérèse, Galvez Yolande, El Addal Zoubida, Hillion Arlette, Hispa Claude, Holweck Eliane, Mercica Paule, Mercica Michèle, Jost Mauricette et Dinant Pauline ;

Maître de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) : M. Assaoui el Arbi Ahmed ;

Mouderrès stagiaire des classes primaires du 1^{er} octobre 1954 : M. Ibrahim Abdeslem ;

Commis stagiaires du 1^{er} juin 1955 : M^{mes} Le Gloan Lucienne, Duflo Camille et Bellolo Annette ;

Agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon du 1^{er} mai 1955 : M. Valle Antoine ;

Agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Fanlo Mariano ;

Agent public de 4^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1955 : M^{me} Reiner Yvonne ;

Agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1955 : M. Mohammed ben Ahmed Latabi.

(Arrêtés directoriaux des 6, 16, 24 juin, 13, 18, 20, 21, 26, 29 juillet et 10 août 1955.)

Est révoqué de ses fonctions du 1^{er} juillet 1955 : M. Hadji Bachir. (Arrêté directorial du 13 juillet 1955.)

Est rangé *professeur agrégé, 5^e échelon* du 1^{er} octobre 1953, avec 1 an 11 mois d'ancienneté, et promu au *6^e échelon* du 1^{er} mai 1953 : M. Defromont Hubert. (Arrêté directorial du 22 juillet 1955.)

Est réintégrée dans ses fonctions du 1^{er} octobre 1955 et rangée *professeur licencié, 3^e échelon* à la même date, avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Miroux Françoise-Claudie.

Est réintégrée dans ses fonctions du 1^{er} octobre 1955 et nommée *professeur licencié, 5^e échelon* à la même date, avec 4 mois 25 jours d'ancienneté : M^{lle} Bensimon Camille.

Est réintégré dans ses fonctions du 31 juillet 1955 et rangé *instituteur de 6^e classe* à la même date, avec 1 an 1 mois d'ancienneté : M. Lamontagne Raymond.

(Arrêtés directoriaux des 12, 19 et 22 juillet 1955.)

Sont reclassés :

Maître de travaux manuels de 6^e classe du 1^{er} octobre 1952, avec 6 ans 3 mois 21 jours d'ancienneté, et promu à la *5^e classe* de son grade à la même date, avec 2 ans 11 mois d'ancienneté : M. Vermont Maurice ;

Maître de travaux manuels de 5^e classe du 1^{er} octobre 1953, avec 2 ans 5 mois 16 jours d'ancienneté, et promu à la *4^e classe* du 1^{er} juillet 1954 : M. Laurent Marcel ;

Institutrice de 5^e classe du 1^{er} novembre 1952, avec 1 mois d'ancienneté : M^{me} Truffy Rolande ;

Instituteur de 5^e classe du 1^{er} janvier 1955, avec 1 an 11 mois 10 jours d'ancienneté : M. Lecomte Jacques ;

Instituteur de 6^e classe du cadre particulier du 1^{er} février 1950, avec 6 ans 3 mois 22 jours d'ancienneté, promu à la *5^e classe* à la même date, avec 4 ans 3 mois 22 jours d'ancienneté, et à la *4^e classe* à la même date, avec 1 an 3 mois 22 jours d'ancienneté : M. Berrada el Azizi.

(Arrêtés directoriaux des 6, 19 et 29 juillet 1955.)

Sont remis, sur leur demande, à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955 :

M. Leclercq Henri, inspecteur principal non agrégé de 1^{re} classe ;

M^{me} Pasqualini Marie, inspectrice des écoles maternelles de 1^{re} classe ;

M. et M^{me} Gadille, professeurs agrégés, 3^e échelon ;

MM. Laforge Jean, professeur bi-admissible à l'agrégation, 8^e échelon ;

Cade Joseph, professeur certifié, 5^e échelon ;

Darmon Abner, Paret Alexandre et Corriol René, professeurs licenciés, 9^e échelon ;

Delbosc André, professeur licencié, 7^e échelon ;

M^{me} Corriol Suzanne et M. Clément Marcel, professeurs licenciés, 9^e échelon ;

M^{me} Leclercq Eliane, chargée d'enseignement, 8^e échelon ;

M^{me} Lenoir Suzanne, surveillante générale, 8^e échelon ;

MM. Lasailly Emile, professeur d'éducation physique et sportive, 8^e échelon ;

Robert Marcel et Simonin Guy, professeurs techniques adjoints, 4^e échelon ;

Vautier Jacques, maître d'éducation physique et sportive (cadre supérieur), 5^e échelon ;

M^{lle} Roger Marie, institutrice de 4^e classe ;

M^{mes} Garrouste Renée, institutrice de 2^e classe ;

Ehberhard Nelcy, institutrice hors classe ;

MM. Boulanger Gabriel et Briatte Maximilien, instituteurs hors classe ;

M^{mes} Desjacques Odette, institutrice de 2^e classe ;

Briatte Suzanne, institutrice hors classe ;

M. Conil Henri, instituteur hors classe ;

M^{mes} Four Henriette, Jourdan Lucienne et Loyher Yvonne, institutrices hors classe ;

Racoillet Andrée, institutrice de 1^{re} classe ;

Richaud Mathilde, institutrice de 2^e classe ;

Surgot Marie, Lasvignes Hélène et Lacassagne Berthe, institutrices hors classe ;

MM. Michel Robert, instituteur de 5^e classe ;

Antz Paul et M^{me} Antz Marie-Louise, instituteur et institutrice de 2^e classe ;

M^{me} Aly Berthe, institutrice hors classe.

(Arrêtés directoriaux des 26, 27 et 28 juillet 1955.)

Est promue *instructrice de 7^e classe* du 17 décembre 1954 : M^{me} de Villemejane Renée, instructrice de 8^e classe du service de la jeunesse et des sports. (Arrêté directorial du 13 août 1955.)

Est nommée, après concours, *monitrice de 6^e classe (stagiaire)* du service de la jeunesse et des sports du 1^{er} juillet 1955 : M^{lle} Martin Bernadette, monitrice journalière. Arrêté directorial du 25 juillet 1955.)

Est reclassé *instructeur de 7^e classe* du service de la jeunesse et des sports du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 27 juillet 1950, promu *instructeur de 6^e classe* du 27 octobre 1952 et *instructeur de 5^e classe* du 27 décembre 1954 : M. de La Lance François ;

L'intéressé est nommé, après concours, *adjoint d'inspection de 6^e classe* du 1^{er} février 1955.

(Arrêté directorial du 1^{er} juillet 1955.)

Sont nommés, après concours, au service de la jeunesse et des sports, du 1^{er} juillet 1955 :

Institutrice de 4^e classe, avec ancienneté du 24 janvier 1955 : M^{lle} Princeteau Bernadette, monitrice de 2^e classe ;

Instructeur de 4^e classe, avec ancienneté du 24 janvier 1955 : M. Lopez Roger, moniteur de 2^e classe ;

Instructeur de 5^e classe, avec ancienneté du 19 février 1955 : M. Jeoffray Lucien, moniteur de 3^e classe ;

Instructeur de 7^e classe, avec ancienneté du 17 juin 1955 : M. Lakhloufi Ahmed, moniteur de 4^e classe ;

Institutrice de 8^e classe, avec ancienneté du 16 mai 1954 : M^{lle} Verdier Marguerite, monitrice de 5^e classe ;

Instructeurs de 8^e classe :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1953, et promu instructeur de 7^e classe du 1^{er} décembre 1955 : M. Pelletier Jean-Gilbert ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1954 : MM. Tranchand Emile et Drissi Kacemi Abdelaziz, moniteurs de 5^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 8 août 1955.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2236, du 2 septembre 1955, page 1345.

Au lieu de :

« Est nommé, après concours, moniteur de 6^e classe (stagiaire) du service de la jeunesse et des sports du 1^{er} juillet 1955 : M. Sanabria Fernand » ;

Lire :

« Est titularisé et nommé, après concours, moniteur de 6^e classe du service de la jeunesse et des sports du 1^{er} juillet 1955 : M. Sanabria Fernand. »

*
*
*

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Sont nommés *infirmiers et infirmières stagiaires* du 1^{er} juin 1955 : MM. Bouayadine Abdelkrim, Rhandouri M'Hammed, Talid Taleb Mohammed, Qarab Boullah, Mohamed ben Hassan, Mohamed ben Houssine, Lahciri Mohamed ben Omar, Louhinid Mohammed, Kanch Brika, Jilali ben Bouchaïb, Fouad Mohamed, Errachglou M'Hamed ben Moha, Boudina Mohammed, Belfars Boho ben Idder, Boufraquech Ali, Benjelloul Touhami, Akkaoui Mohammed, M^{me} Bendahmane Halima, M^{me} Hassania bent Hadj Tabar, Mandouh Fatima, infirmiers et infirmières temporaires. (Arrêtés directoriaux du 14 juin 1955.)

Sont promus *médecins divisionnaires, échelon exceptionnel* du 1^{er} janvier 1954 : MM. Balaska Rodolphe et Higue René, médecins divisionnaires de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 27 juillet 1955.)

Est promu *médecin divisionnaire de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952 : M. Digeon Marcel, médecin divisionnaire adjoint de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 27 juillet 1955.)

Sont promus médecins divisionnaires de 2^e classe :

Du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 1^{er} juin 1953 : MM. Decour Humbert et Suberbielle Raymond, médecins divisionnaires adjoints de 1^{re} classe ;

Du 1^{er} janvier 1954 : M. Mechali David, médecin principal de 1^{re} classe ;

Du 1^{er} novembre 1954 : M. Cognard Henri, médecin divisionnaire adjoint de 2^e classe ;

Du 1^{er} janvier 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} février 1953 : M. Pourtau Adrien ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1954 : M. Castan Jean,

médecins divisionnaires adjoints de 1^{re} classe ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1953 : M. Secret Edmond, médecin principal de classe exceptionnelle ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1953 : M. Duthu Paul ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1954 : M. Biechler René ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1954 : M. Rutkowski Jean,

médecins divisionnaires adjoints de 1^{re} classe ;

Du 1^{er} janvier 1955 : M. Busquet André, médecin divisionnaire adjoint de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 27 juillet 1955.)

Est promu *médecin de 1^{re} classe* du 1^{er} mai 1954 : M. Clément Louis, médecin de 2^e classe. (Arrêté directorial du 25 février 1954.)

Sont titularisés et nommés médecins de 3^e classe :

Du 16 mai 1955 : M. Lerner Hector ;

Du 27 août 1955 : M. Wehrle André,

médecins stagiaires.

(Arrêtés directoriaux des 18 et 19 juillet 1955.)

Sont recrutés en qualité de médecins de 3^e classe :

Du 19 mai 1954 : M. Chazal Robert ;

Du 15 juin 1954 : M. de la Vaissière de Lavergne Jean ;

Du 16 juillet 1954 : M. Guerrero Antoine.

(Arrêtés directoriaux des 16, 19 juillet et 1^{er} août 1955.)

Sont promus du 1^{er} octobre 1955 :

Assistante sociale de 3^e classe : M^{lle} Zylbermann Jacqueline, assistante sociale de 4^e classe ;

Assistants sociaux de 5^e classe : M^{me} Laurent Germaine et M^{lle} Morvan Yolande, assistantes sociales de 6^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 9 mars et 1^{er} août 1955.)

Est reclassée *adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'État)* du 1^{er} décembre 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1953 (bonification pour services civils : 3 ans 1 mois) : M^{me} Féart Madeleine, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État). (Arrêté directorial du 4 mars 1955.)

Est nommée *adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État)* du 1^{er} décembre 1954 : M^{me} Couvreur Thérèse, adjointe de santé temporaire, diplômée d'État. (Arrêté directorial du 29 avril 1955.)

Sont recrutés en qualité de :

Adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État) du 16 juillet 1955 : M^{lle} Gellin Monique ;

Adjoints et adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État) :

Du 16 juin 1955 : M. Husson Fernand ;

Du 19 juillet 1955 : M. Bigard Alain ;

Du 1^{er} août 1955 : M^{me} Boubila Marie-Danielle.

(Arrêtés directoriaux des 11 juin, 7 et 29 juillet 1955.)

Est promu *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} septembre 1955 : M. Delobel Maxime, commis principal de 3^e classe. (Arrêté directorial du 23 juillet 1955.)

Sont titularisés et nommés commis de 3^e classe du 1^{er} avril 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1953 : M^{me} Gomez Monique ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1954 : M^{lle} Asplet Jeannine ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1954 : M^{me} Moya Josette ;

Avec ancienneté du 8 octobre 1954 : M. Luyckx Jacques ;

Avec ancienneté du 16 octobre 1954 : M. Macé André ;

Sans ancienneté : M. Chioua Abderrafih,

commis stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 6 août 1955.)

Est nommée, après concours, *sténodactylographe stagiaire* du 1^{er} juin 1955 : M^{lle} Cantaloup Arlette, dactylographe, 1^{er} échelon. (Arrêté directorial du 6 juin 1955.)

Sont placées dans la position de disponibilité pour convenances personnelles :

Du 11 août 1955 : M^{lle} Waldert Yvette, adjointe de santé de 4^e classe, non diplômée d'État ;

Du 5 septembre 1955 : M^{lle} Quillet Jeannine, adjointe de santé de 5^e classe, diplômée d'État ;

Du 15 septembre 1955 : M^{me} Galvani Andrée, commis de 3^e classe. (Arrêtés directoriaux des 27 juillet, 1^{er} et 17 août 1955.)

M^{lle} Guibert Jeanne, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État), dont la démission est acceptée, est rayée des cadres de la direction de la santé publique et de la famille du 1^{er} septembre 1955. (Arrêté directorial du 22 juillet 1955.)

Est nommé adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État) du 1^{er} janvier 1955 : M. Kirat Rabah, infirmier de 3^e classe. (Arrêté directorial du 20 juillet 1955.)

Est nommé adjoint technique de 4^e classe du 1^{er} janvier 1955 : M. Abbès ben Bouih, maître infirmier hors classe. (Arrêté directorial du 20 juillet 1955.)

Sont titularisés et nommés du 1^{er} février 1955 :

Sous-agents publics de 1^{re} catégorie, 1^{er} échelon : MM. Sayad Ahmed, Balza Abderrahman, Hrijad Ahmed et Drouch Mohamed ;

Sous-agents publics de 2^e catégorie, 1^{er} échelon : MM. Aguerd Houssine, Mohamed ben Ali Dandor, Bachir ben Ali, Baaqil Mahjoub, Deroual Mohamed, Rasmi Mohamed et Ntela Boubakèr ;

Sous-agents publics de 3^e catégorie, 1^{er} échelon : MM. Hamzane Larbi, Aït Oukali Mohamed, Ahmed ben Mohamed ben Bakhta, Abdeslem Maati, Asseydi Mohamed, Quessaoui Mohamed, Akri Ahmed, Dafer Aomar, Kadiri Mohamed, Menari Ali, Aouzal Mohamed ; M^{me} Mina bent Abdelkrim,

agents journaliers.

(Arrêtés directoriaux des 1^{er} juillet et 1^{er} août 1955.)

Admission à la retraite.

M. Magnico Etienne, secrétaire d'administration de classe exceptionnelle du cadre des administrations centrales, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} août 1955. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 18 août 1955.)

M. Duroudier Roger, chimiste en chef de 2^e classe, est admis, au titre de l'article 10 du dahir du 26 janvier 1955, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

M. Brice Louis, agent principal de poursuites de classe exceptionnelle (2^e échelon) du service des perceptions, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction des finances du 1^{er} septembre 1955. (Arrêté directorial du 1^{er} juillet 1955.)

M. Poinsignon Louis, assimilé pour l'établissement de sa pension à un agent principal de constatation et d'assiette, 4^e échelon des impôts urbains, est admis à faire valoir ses droits à la retraite du 1^{er} janvier 1954. (Arrêté directorial du 2 septembre 1955.)

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés :

Impôts sur les bénéficiaires professionnels et supplément à l'impôt des patentes.

LE 10 SEPTEMBRE 1955. — Taroudannt, circonscription de Fès-Baulieue (4), centre d'Inezgane, territoire de Tiznit (rôles 1 et 1955).

LE 15 SEPTEMBRE 1955. — Centre de Tiznit, Fès-Médina, Meknès-Ville nouvelle, Meknès-Médina, Marrakech-Médina (3) et (1 bis) ; Mazagan, Fès-Ville nouvelle, centre de Taza, circonscription de Mazagan-Banlieue (rôles 1 de 1955).

Patentes.

LE 15 SEPTEMBRE 1955. — Centre de Tanannt (301 à 349) ; circonscription de Fès-Banlieue (1 à 314) (4) ; cercle de Guercif, annexe d'Ouat-Oulad-el-Haj (1 à 215) ; centre d'Ou-Haïnedèn, circonscription de Talianine (3001 à 3367) ; circonscription de Mazagan-Banlieue (1 à 85) ; circonscription de Ksar-es-Souk ; centre d'Itzèr (1 à 142) ; centre de Rissani (1 à 367) ; centre de Goulmima (1 à 200) ; centre de Tamanaar (1501 à 1520) ; centre de Mokrissèt (1 à 5) ; centre de Zoumi (1 à 29) ; centre de Teroual (1 à 23) ; circonscription de Boulemane (1 à 237) ; centre de Tinerhir (6001 à 6483) (émissions primitives de 1955).

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Casablanca—Roches-Noires (805.001 à 805.055) (10 bis A) ; centre de Sidi-Bennour (501 à 680) ; centre d'Erfoud (1 à 231) ; Salé (12.001 à 12.217) (4 V.E.) (émissions primitives de 1955).

Taxe d'habitation.

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Salé, émission primitive de 1955 (10.001 à 10.409) (6 bis) ; Casablanca—Roches-Noires, émission primitive de 1955 (800.001 à 803.059) (10 bis A).

Taxe urbaine.

LE 30 SEPTEMBRE 1955. — Salé (10.001 à 10.489) (4 V.E.) ; centre d'Erfoud (1 à 770) ; centre de Sidi-Bennour (1 à 722) ; Casablanca—Roches-Noires (800.001 à 802.706) (10 bis A) (émissions primitives de 1955).

Prélèvement sur les traitements et salaires.

LE 15 SEPTEMBRE 1955. — Casablanca-Centre, rôles 5 de 1952, 3 de 1953, 2 de 1954 (5 bis) ; Casablanca—Roches-Noires, 2^e de 1952, 2^e de 1953, 2^e de 1954 (4).

Impôts sur les bénéficiaires professionnels et supplément à l'impôt des patentes.

LE 15 SEPTEMBRE 1955. — Circonscription d'Azemmour, rôle 1 de 1955 ; Casablanca-Centre, rôle spécial 13 de 1955 (5 bis) ; Casablanca-Nord, rôles spéciaux n^{os} 55 et 54 de 1955 (4 bis) ; Mazagan, rôle spécial 2 de 1955 ; Meknès-Ville nouvelle, rôles spéciaux 23, 24 et 25 de 1955 (2 et 1) ; Oujda-Nord, rôle spécial 15 de 1955.

LE 20 SEPTEMBRE 1955. — Cercle de l'Anti-Atlas occidental, rôle 1 de 1955 ; Azemmour, rôle 1 de 1955 ; centre et circonscription de Sidi-Bennour, rôle 1 de 1955 ; Rabat-Nord, rôle 1 de 1955 (4) ; Casablanca-Centre, rôle 4 de 1954 (6 bis).

LE 25 SEPTEMBRE 1955. — Fès-Ville nouvelle, rôle 1 de 1955 (1) ; Casablanca-Ouest, rôle 1 de 1955 (10 B).

Patentes.

LE 20 SEPTEMBRE 1955. — Circonscription d'Azrou (1 à 46) ; centre de Boudenib (1 à 125) ; cercle de Rich (1 à 543) ; cercle de Mogador (1001 à 1224) ; centre de Sidi-Bouknadel (501 à 542) ; Salé (domaine public maritime) (11.501 à 11.534) (4) ; centre de Mechrâ-Bel-Ksiri (1501 à 1686).

LE 5 OCTOBRE 1955. — Casablanca-Nord (33.001 à 34.043) (3) ; Casablanca-Ouest (99.001 à 99.254) (9) ; Casablanca-Nord (40.001 à 40.356) (4 A) ; Casablanca-Bourgogne (99.501 à 99.881) (9/2) ; centre de Khenifra (1 à 1292) (3) ; Casablanca-Sud (280.001 à 280.968) (10 bis A) ; Settat (201 à 1830) (émissions primitives 1955).

Taxe d'habitation.

LE 20 SEPTEMBRE 1955. — Salé (domaine public maritime) (11.001 à 11.005).

LE 5 OCTOBRE 1955. — Casablanca-Nord (30.001 à 32.691) (3) ; Casablanca-Ouest (95.001 à 96.411) (9) ; Casablanca-Nord (41.001 à 41.714) (4 A) ; Casablanca-Bourgogne (97.001 à 99.171) (9/2) ; Casablanca-Sud (110.001 à 112.796) (10 bis A) ; Settat (5101 à 8278) (émissions primitives de 1955).

Taxe urbaine.

LE 20 SEPTEMBRE 1955. — Centre de Sidi-Bouknadel (1 à 48) ; Salé (domaine public maritime) (11.001 à 11.054) ; centre de Mechrâ-Bcl-Ksiri (1 à 171).

LE 5 OCTOBRE 1955. — Casablanca-Nord (30.001 à 30.979) (3) ; Casablanca-Ouest (95.001 à 96.331) (9) ; Casablanca-Nord (42.001 à 42.450) (4/1) ; Casablanca-Bourgogne (95.145 à 96.328) (9) ; centre de Khenifra (1 à 2214) (3) ; Casablanca-Sud (110.001 à 111.743) (10 bis A) ; Settat (1 à 4252) (émissions primitives 1955).

*Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,*

PEY.

**Avis de concours pour l'emploi d'officier
des sapeurs-pompiers professionnels du Maroc.**

Un concours pour un emploi d'officier des sapeurs-pompiers professionnels du Maroc sera organisé le 9 novembre 1955.

Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Paris et Marseille.

Les épreuves orales et d'éducation physique auront lieu exclusivement à Rabat.

Cet emploi pourra, le cas échéant, être réservé à un candidat bénéficiaire des dispositions du dahir du 23 janvier 1951.

Ce concours est ouvert aux candidats français et marocains âgés de vingt et un ans au moins et de trente-cinq ans au plus à la date du concours. Cette limite d'âge peut être reculée :

a) d'une durée égale au temps passé sous les drapeaux au titre du service militaire légal et de guerre ;

b) d'une durée égale à celle des services antérieurs accomplis dans une administration chérifienne permettant d'obtenir une pension de retraite, sans pouvoir dépasser l'âge de quarante-deux ans.

Cette limite d'âge extrême est reportée à quarante-cinq ans pour les candidats provenant des sous-officiers du corps ou des agents servant à contrat en qualité d'officiers dans le corps des sapeurs-pompiers du Maroc.

Les conditions et le programme du concours ont été fixés par l'arrêté du directeur de l'intérieur du 21 juillet 1950 (B.O. n° 1971, du 4 août 1950), modifié par l'arrêté directorial du 3 juillet 1953 (B.O. n° 2126, du 24 juillet 1953, p. 1031).

Les candidats devront adresser une demande d'autorisation de participer au concours accompagnée des pièces ci-après :

un extrait de l'acte de naissance ;

un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;

un état signalétique et des services militaires ;

un certificat médical ;

une copie certifiée conforme de leurs diplômes universitaires, s'il y a lieu ;

une copie certifiée conforme de la carte de combattant, le cas échéant.

Les demandes et dossiers de candidature devront parvenir à la direction de l'intérieur (division des affaires municipales) à Rabat, avant le 10 octobre 1955, terme de rigueur.

Il ne sera pas tenu compte des demandes parvenues après cette date ou qui ne seraient pas assorties de toutes les pièces exigées.

Les candidats se réclamant du dahir du 23 janvier 1951, modifié par le dahir du 4 mai 1955 sur les emplois réservés aux anciens combattants et victimes de la guerre, devront obligatoirement le préciser sur leur demande et justifier de leurs titres.

**Avis de l'Office marocain des changes n° 791
relatif aux mouvements de fonds entre le Cambodge d'une part
et la zone française du Maroc d'autre part.**

L'avis de l'Office marocain des changes n° 781, publié au *Bulletin officiel* du Protectorat n° 2227, du 1^{er} juillet 1955, a défini les conditions dans lesquelles doivent être opérés les mouvements de fonds entre le Laos et le Viet-nam d'une part et la zone française du Maroc d'autre part.

Le présent avis a pour objet de faire connaître que les règles définies par l'avis n° 781 précité sont également applicables, désormais, dans les relations entre le Cambodge d'une part et la zone française du Maroc d'autre part.

*Le directeur
de l'Office marocain des changes,*

BROSSARD.

**Avis de l'Office marocain des changes n° 796
relatif aux relations financières entre la zone franc et l'Italie.**

Le présent avis a pour objet de préciser, sur certains points, les conditions dans lesquelles s'effectuent, depuis le 22 août 1955, les règlements entre la zone franc et l'Italie. Il est entendu que demeurent applicables, dans les relations avec ce pays, toutes les dispositions des textes généraux, auxquelles le présent texte n'apporte pas de modification.

La zone franc comprend les territoires énumérés dans l'avis n° 628 B.O. n° 2120, du 12-6-1953, modifié par l'avis n° 742 (B.O. n° 2197, du 3-12-1954).

**I. — RÉGIME DES COMPTES ÉTRANGERS EN FRANCS
OUVERTS AU NOM DE PERSONNES RÉSIDANT EN ITALIE.**

1° Les intermédiaires agréés peuvent ouvrir sur leurs livres, dans les conditions fixées par l'avis n° 678 (B.O. n° 2153, du 29-1-1954), des comptes étrangers au nom de personnes résidant en Italie.

2° Ces comptes, dénommés « comptes étrangers italiens », fonctionnent, d'une manière générale, dans les conditions définies par l'avis n° 678, modifié par l'avis n° 729 (B.O. n° 2181, du 13-8-1954).

En outre, ces comptes peuvent être, sans autorisation de l'Office marocain des changes :

a) crédités du produit en francs de la vente de liras italiennes sur le marché italien ;

b) débités pour conversion en liras italiennes par vente de francs sur le marché italien.

II. — EXÉCUTION DES TRANSFERTS.

1° Opérations au comptant.

a) Les transferts en provenance de l'Italie sont exécutés :
soit par vente de liras italiennes sur le marché des changes de Paris ;

soit par achat, contre liras italiennes, sur le marché italien, de francs dont le montant est prélevé au débit d'un compte étranger italien ;

soit par le débit d'un compte étranger italien.

b) Les transferts à destination de l'Italie sont exécutés :
soit par achat de liras italiennes sur le marché des changes de Paris ;

soit par vente, contre liras italiennes, sur le marché italien, de francs dont le montant est porté au crédit d'un compte étranger italien ;

soit par versement au crédit d'un compte étranger italien.

2° Opérations à terme.

Les intermédiaires agréés sont habilités (à compter du 1^{er} septembre 1955) à exécuter, soit sur le marché des changes de Paris, soit sur le marché italien, les ordres d'achat ou de vente à terme de liras italiennes dans la mesure où ces opérations sont autorisées par la réglementation en vigueur.

En conséquence, les intermédiaires agréés sont autorisés (à compter du 1^{er} septembre 1955) à assurer la contrepartie du solde non compensé des ordres d'achat et de vente à terme de liras italiennes émanant de leur clientèle :

soit sur le marché des changes de Paris, auprès d'un autre intermédiaire agréé ;

soit sur le marché italien, auprès d'une banque italienne spécialement habilitée.

Le directeur
de l'Office marocain des changes,
BROSSARD.

Commission mixte franco-espagnole du 16 juillet 1955 (1).

La commission mixte franco-espagnole, prévue par l'article 6 de l'arrangement commercial franco-espagnol du 19 novembre 1954, s'est réunie à Madrid, du 11 au 16 juillet 1955.

Exportations de produits de la zone franc vers l'Espagne.

Aucune modification n'a été apportée à la liste établie lors de la signature de l'accord.

Importations au Maroc de produits espagnols.

Un crédit supplémentaire de 100 millions de francs a été mis à la disposition du Maroc sur le poste « Divers ».

Service responsable : C.M.M./A.G.

(1) Le texte du procès-verbal de la commission mixte du 16 juillet 1955 a été publié au *Moniteur officiel du commerce et de l'industrie* n° 1708, du 25 juillet 1955.

Accord commercial franco-pakistanaï du 7 juillet 1955 (1).

Un accord commercial entre la France et le Pakistan a été signé à Paris, le 7 juillet 1955.

Cet accord a été conclu pour une période d'un an, du 1^{er} juillet 1955 au 30 juin 1956.

Exportations de la zone franc à destination du Pakistan (liste « A »).

Les principaux produits de cette liste susceptible d'intéresser les exportateurs du Maroc sont les suivants :

Vins, liqueurs, eaux-de-vie et autres boissons alcooliques ;

Colorants et produits tannants divers ;

Huiles essentielles de toutes sortes, y compris huiles synthétiques.

Importations au Maroc de produits en provenance du Pakistan (liste « B »).

Les contingents ont été calculés sur la base d'un an, durée de validité de l'accord. Toutefois, les crédits correspondants seront

ouverts en deux tranches semestrielles, la première au titre du deuxième semestre 1955, la deuxième au titre du premier semestre 1956.

Les contingents ouverts au Maroc pour le deuxième semestre 1955 comprennent les produits suivants :

	SERVICES RESPONSABLES
Jute brut	C.M.M./Ind.
Thé vert	C.M.M./B.A.
Thé noir	id.
Coton brut	C.M.M./Ind.

(1) Le texte de cet accord commercial a été publié au *Moniteur officiel du commerce et de l'industrie* n° 1708, du 25 juillet 1955.

Accord commercial entre la zone franc et la Bulgarie.

Un accord réglant les échanges commerciaux entre la zone franc et la Bulgarie a été signé à Sofia, le 28 juillet 1955. Cet accord est entré en vigueur le jour de sa signature et il est valable pour une période de douze mois.

Exportations de la zone franc vers la Bulgarie.

La liste « A », concernant les produits à exporter vers la Bulgarie, comprend notamment les postes ci-après, qui peuvent intéresser le Maroc :

PRODUITS	CONTINGENTS en tonnes ou en millions de francs
Dattes et figues	3,5 M
Agrumes (oranges et citrons)	300 T
Épices (dont clous de girofle)	5 M
Semences et plants	5 M
Huile d'olive	P.M.
Conserves de poissons (sardines, anchois, etc.) et poissons salés et séchés	35 M
Olives	2 M
Superphosphates	6.000 T
Huiles essentielles, bases et compositions	15 M
Produits chimiques divers	20 M
Liège brut et ouvrages en liège	10 M (avec possibilité d'augmentation)
Autres papiers et cartons	15 M
Divers	

Importations bulgares vers le Maroc.

Les contingents d'importation attribués au Maroc sont les suivants :

PRODUITS	CONTINGENTS en quantités ou en millions de francs	SERVICES responsables
Thé vert (1)	110 T (55 M)	C.M.M./B.A.
Graines d'anis	1 M	id.
Hêtre étuvé	350 m ³ (8,4 M)	Eaux et forêts
Divers	10 M	C.M.M./A.G.

(1) Les valeurs mentionnées en regard de ce contingent sont simplement indicatives, les licences seront délivrées dans la seule limite des quantités énoncées.